

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 2002-2003

12 DECEMBRE 2002

COMMISSIONS REUNIES
DE COOPERATION ET DE CONCERTATION
ENTRE LE PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
ET L'ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE
FRANÇAISE

—
ETAT ET PERSPECTIVES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL
A BRUXELLES

—
RAPPORT

PRESENTE AU NOM DES COMMISSIONS REUNIES
PAR MM. DAÏF ET van EYLL

MESDAMES, MESSIEURS,

Vos commissions réunies de coopération et de concertation entre le Parlement de la Communauté française et l'Assemblée de la Commission communautaire française ont, au cours de leur réunion du 12 décembre 2002, entendu les exposés de MM. les ministres Hazette et Tomas et procédé à un large débat (1).

I. Exposés de M. Hazette, ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial de la Communauté française et de M. Tomas, président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement.

A. Exposé de M. Hazette, ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial de la Communauté française

Le ministre annonce que son exposé descriptif de la situation de l'enseignement secondaire technique et professionnel à Bruxelles comportera de nombreuses données chiffrées.

Les 2^e et 3^e degrés de cet enseignement comptaient 18 885 élèves pour tous les réseaux au 1^{er} octobre 2002.

L'enseignement de la Communauté française compte 3 397 élèves, répartis comme suit : 1 696 élèves dans l'enseignement technique de qualification et 1 701 dans l'enseignement professionnel. Parmi ces derniers, 281 sont scolarisés dans les Centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA).

(1) Ont participé aux travaux des commissions :

Présents :

Parlement de la Communauté française :

Mme Schepmans (Présidente), M. Bailly (en remplacement de Mme Docq, excusée), Mmes Bertieaux, Corbisier-Hagon, Derbaki Sbaï, Theunissen, M. van Eyll (rapporteur).

Assemblée de la Commission communautaire française :

Mmes Payfa (Présidente), Braeckman, MM. Doukeridis, Grimberghs, Michel, Mooock, Mme Persoons, MM. Romdhani, Smits et Daïf (rapporteur).

Assistaient également à la réunion :

M. Ancion, Mme Bouarfa, MM. Charlier, Hardy, membres du Parlement de la Communauté française,

M. Hazette, ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

M. Tomas, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement,

M. Famerie, Directeur de cabinet de M. le ministre Hazette,

Mme Bodson, Directrice de cabinet adjointe et M. Golbert, attaché au cabinet du ministre Tomas,

M. Daubie, Greffier du Parlement de la Communauté française,

M. Jauniaux, expert du groupe cdH.

Les écoles de la Commission communautaire française (COCOF), de la Ville de Bruxelles et des autres communes bruxelloises (CPEONS) totalisent 5 267 élèves, dont 2 327 suivent l'enseignement technique de qualification et 2 774, l'enseignement professionnel, parmi lesquels 166 sont dans les CEFA.

L'enseignement libre subventionné indépendant (FELSI) scolarise 866 élèves, dont 309 sont en technique de qualification et 557 dans l'enseignement professionnel, parmi lesquels 166 dans les CEFA.

9 355 élèves fréquentent l'enseignement libre confessionnel (SeGEC), dont 4 675, l'enseignement technique de qualification et 4 680, l'enseignement professionnel, parmi lesquels 449 sont dans les CEFA.

Au total, 9 007 élèves suivent un enseignement technique de qualification et 9 878 suivent un enseignement professionnel, dont 1 062 en CEFA.

En arrondissant les pourcentages, cela représente par réseau 18 % d'élèves dans l'enseignement de la Communauté française, 28 % dans l'enseignement de la COCOF et des communes bruxelloises, 4,5 % dans l'enseignement libre non confessionnel et 49,50 % dans le libre confessionnel.

Un des gros problèmes rencontrés par cet enseignement est certainement la vétusté des équipements ou le sous-équipement.

Mais le problème le plus important est le manque d'attrait des formations proposées. A titre d'exemple, le ministre cite l'information qu'il a reçue d'Agoria Bruxelles (qui fédère les entreprises du secteur industriel), selon laquelle les six soudeurs qui recevront leur diplôme au terme de cette année scolaire ne pourront pas répondre à la demande, qui est bien supérieure.

Depuis 1999, les efforts de la Communauté française en faveur de l'enseignement technique et professionnel se sont essentiellement portés sur la Région wallonne, puisqu'un accord de coopération a été conclu entre ces deux institutions dans le cadre des politiques croisées, avec premiers effets en 2000. Cet effort se chiffre à 30 millions de francs en 2000, à 50 millions en 2001 et à 50 millions en 2002. A ces 130 millions cumulés correspond un engagement parallèle de 600 millions de la part de la Région wallonne. L'investissement consenti par les écoles qui demandent un rééquipement se monte à 20 %. L'effort mené dans le cadre de cette coopération Communauté française — Région wallonne totalise donc 730 millions de francs + 20 %.

Pour sa part, le ministre a toujours estimé et dit que l'investissement consenti à l'enseignement technique et professionnel de Wallonie

devait trouver sa compensation à Bruxelles. Il serait, en effet, inconcevable que la Communauté française ne fasse pas pour une région ce qu'elle fait pour l'autre.

En Wallonie, on a procédé sur la base du comptage des élèves réseau par réseau. On peut appliquer cette formule en opérant une répartition entre les deux régions. En 2001, la Wallonie scolarisait 83 % des élèves de l'enseignement technique et professionnel et la région bruxelloise 17 %. Si 130 millions de francs ont été accordés à 83 % d'élèves, la Communauté a estimé logique d'accorder une part équivalente à 17 % à l'enseignement technique et professionnel bruxellois. A partir de 2003, la Communauté rééquiperait prioritairement les écoles bruxelloises avec les moyens inscrits dans le Programme d'action de la charte d'avenir (PACA) dans le cadre du refinancement de la Communauté française et, plus précisément, en application du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire. La Région bruxelloise bénéficierait donc d'une compensation intégrale des moyens investis en Région wallonne. En intégrant les 50 millions de francs prévus annuellement pour le rééquipement de l'enseignement technique et professionnel et les moyens inscrits dans le PACA, la Communauté aura abouti en 2010 à un refinancement appréciable de 7 374 360 euros (environ 300 millions de francs) à répartir entre les écoles techniques et professionnelles de la Région wallonne et celles de la Région bruxelloise.

L'orateur souligne encore les effets extrêmement positifs du rééquipement en Région wallonne. Un signe en est que les professeurs répondent positivement aux propositions de formation au nouveau matériel qui leur sont faites par les fournisseurs. Il n'en demeure pas moins que l'action d'information et d'orientation visant à faire bénéficier cet enseignement et l'effort qui y est consacré d'un regard plus positif que le regard sociétal traditionnel doit être poursuivie. En collaboration avec Agoria, le ministre a participé à la diffusion d'un DVD sur six métiers d'avenir dans ce secteur; ces métiers sont particulièrement valorisants, ce qui ne se sait pas encore assez.

B. Exposé de M. Tomas, président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement.

M. Tomas annonce s'exprimer dans le cadre strict de ses compétences, qui sont celles de pouvoir organisateur de deux établissements situés sur le territoire d'Anderlecht. Les Instituts Emile Gryzon et Redouté-Peiffer comptent au total 1 125 élèves. L'évolution des différentes sections y est représentative de la situation

actuelle de l'enseignement secondaire technique et professionnel de la Région de Bruxelles-Capitale. Cet enseignement s'inscrit encore toujours dans la tradition de la province de Brabant, qui a voulu la création de grands instituts d'enseignement technique et professionnel. Ceux-ci se sont malheureusement vu concurrencer par des établissements d'enseignement général, qui ont créé en leur sein des filières techniques et professionnelles pour recueillir les élèves qui échouaient dans l'enseignement général. L'orateur impute à cette option une des causes de la dévalorisation de l'enseignement technique et professionnel.

Suite aux travaux de la Commission communautaire des professions et des qualifications, l'Institut Gryzon, qui forme aux métiers de bouche et d'accueil, s'est vu contraint par la Communauté française de supprimer sa filière technique de boulangerie. De même, la suppression de la 7^e année professionnelle pâtisserie-vente-traiteur est annoncée, alors que cette formation connaissait un grand succès auprès de la profession et auprès des étudiants, venus de toute la partie francophone du pays, et qu'elle représentait l'Institut à la Vitrine des métiers et des professions.

Depuis des années, cet enseignement connaît un problème de recrutement d'élèves, en raison de la désaffection pour la formation aux métiers de bouche. On constate que la boucherie n'attire plus les étudiants, alors que l'enseignement de promotion sociale forme des adultes qui trouvent un emploi immédiat. Une des causes de cette désaffection est l'existence de formations en hôtellerie et alimentation dans des établissements non spécialisés et dont les exigences pédagogiques sont plus légères tant au niveau de l'encadrement spécialisé qu'à celui de l'équipement spécifique. D'autre part, les opérateurs de formation comme les Centres d'éducation et de formation en alternance et les Classes moyennes suscitent un grand attrait grâce à la rémunération des heures de stage. Une idée à creuser, et déjà évoquée au Centre d'enseignement et de recherches des industries alimentaires et chimiques (CERIA) en présence du ministre Hazette, consisterait à accorder un label à un nombre limité d'écoles hôtelières reconnues pour leur enseignement de haut niveau.

Le 3^e degré technique accueil et tourisme du secteur économie augmente régulièrement, ce qui est à mettre en relation avec le nombre d'hôtels et de centres de congrès que compte la Région de Bruxelles-Capitale. Ce facteur entraîne une mutation progressive de ces sections au sein de l'Institut Gryzon.

L'Institut Redouté-Peiffer a deux implantations, suite à la fusion imposée en 1996, ce qui lui pose des problèmes d'organisation. La section

horticole technique et professionnelle de l'implantation Redouté, la seule en Région de Bruxelles-Capitale, est maintenue et même développée. Sur cette implantation est également dispensé un enseignement technique de transition en sciences appliquées, sports-études et éducation physique. L'implantation Peiffer organise un enseignement technique de qualification en chimie, assistant en pharmacie, tourisme et gestion, ainsi qu'en techniques artistiques. La population de l'institut a crû de 17 % par rapport à l'année dernière.

Au sujet du personnel de maîtrise, le ministre souligne l'insuffisance des moyens accordés par la Communauté française en personnel administratif, technique et ouvrier (PATO). Or, la charge que représente ce personnel est très importante, notamment parce que la section horticole est répartie sur trois sites. Le campus de 20 ha du CERIA draine chaque jour près de cinq mille personnes, qui se répartissent dans ses différents bâtiments. Quant aux infrastructures de l'enseignement technique et professionnel (laboratoires, serres, ateliers...), elles sont coûteuses à la construction, mais aussi en entretien et en rénovation. La COCOF dégage les moyens nécessaires pour maintenir cet outil en bon état et le rendre conforme aux normes légales.

En sa qualité de président du pouvoir organisateur, l'intervenant soumet à la commission les réflexions et les questions suivantes au sujet de la revalorisation des humanités techniques et professionnelles. Celles-ci doivent permettre aux jeunes de dépasser leurs difficultés d'apprentissage pour qu'ils puissent réaliser leur projet professionnel et développer des compétences adaptées aux attentes du monde du travail.

L'analyse statistique démontre que les élèves issus de l'enseignement technique et professionnel rencontrent de grandes difficultés dans l'enseignement supérieur. Cela signifie que la volonté du législateur en matière d'équivalence des diplômes, en l'occurrence le certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), recouvre dans les faits une grande disparité de niveaux. Dans la filière technique, 86 % des élèves issus de 6^e technique de qualification obtiennent le CESS et, parmi eux, 65 % obtiennent un certificat de qualification les menant directement au marché de l'emploi. Il convient donc de s'interroger sur le manque d'intérêt des jeunes pour obtenir cette qualification. Une explication est qu'à l'issue de certaines filières, comme l'hôtellerie, ils sont assurés de trouver un emploi sans devoir produire leur certificat, ce qui les incite à abandonner leurs études.

Pour remédier à cela, le ministre propose, premièrement, de créer des parcours modulaires d'apprentissage conduisant à des certifications

reconnues et, deuxièmement, de faciliter l'engagement de professionnels issus du monde de l'entreprise, auxquels serait donnée la formation pédagogique indispensable, pour faire concorder le plus étroitement possible les filières de formation avec les exigences du secteur privé. Selon l'intervenant, pour réaliser l'insertion socio-professionnelle des jeunes, il est essentiel de développer des partenariats entre l'enseignement et les autres opérateurs de formation, au travers de la mise en commun des installations techniques (laboratoires, ateliers, cuisines...). Dans les écoles de la COCOF, l'enseignement de plein exercice travaille avec l'enseignement de promotion sociale. Un accord-cadre a déjà été conclu entre l'enseignement de promotion sociale et Bruxelles-Formation. Ces synergies devraient être étendues à la formation professionnelle (CEFA, Classes moyennes). Une réflexion entre tous les partenaires sociaux a été entamée en ce sens dans le cadre du Pacte social à Bruxelles.

Les écoles de la COCOF rencontrent vraisemblablement les mêmes difficultés que l'enseignement technique et professionnel des grandes entités urbaines du pays. Le Conseil de l'éducation et de la formation discute d'ailleurs actuellement d'un projet d'avis sur la revalorisation de cet enseignement. Celle-ci devra faire l'objet d'une concertation entre toutes les parties et s'inscrire dans un projet global de formation humaniste. Selon le décret du 24 juillet 1997, les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire consistent à transmettre des savoirs, des savoir-faire, des « savoir être » et donc, des valeurs. La population scolaire souvent défavorisée qui fréquente l'enseignement technique et professionnel, tant de Bruxelles que de Wallonie doit être particulièrement visée par les objectifs cités et l'enseignement doit les aider à réaliser leur projet de vie.

En guise de conclusion, le ministre confirme les propos de son collègue le ministre Hazette. Lors de la réunion des deux exécutifs, la COCOF a pris acte des propositions de la Communauté française en matière de rattrapage des investissements dans l'enseignement technique et professionnel à Bruxelles de 2003 à 2010.

II. Discussion générale

M. Grimberghs remercie le ministre Hazette pour les informations très précises et complètes qu'il a livrées. Evoquant le risque de perte d'élèves, notamment en raison du manque d'équipement, il demande néanmoins au ministre de bien vouloir encore renseigner la commission sur l'évolution des populations scolaires des dernières années dans l'enseignement technique et professionnel à Bruxelles et

dans sa périphérie. Il semble, en effet, que les flux actuels aillent de Bruxelles vers le Brabant wallon, alors qu'antérieurement, ils prenaient le sens inverse.

M. Grimberghs rappelle les inquiétudes qu'il avait exprimées dans une interpellation développée en séance publique du 23 avril 2002 (1) au sujet de la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel et du retard pris à Bruxelles en matière de rééquipement des écoles de cet enseignement. Si les explications du ministre Hazette lui ont paru convaincantes, elles ne l'ont néanmoins pas rassuré, puisqu'elles font apparaître un sous-investissement actuel flagrant à Bruxelles, dû à l'absence de collaboration entre la Communauté et la Région bruxelloise ou la COCOF.

Ce commissaire demande au ministre Hazette de confirmer que la part de la Communauté française dans le rattrapage à Bruxelles équivaudra bien à 17 % de 130 millions de francs et il demande si ce montant — qui n'est pas tellement élevé — sera disponible en 2003. En toute hypothèse, il lui paraît que l'effort doit dépasser ce montant. En effet, d'après les informations de l'intervenant, même si la Région wallonne se désinvestit progressivement des politiques croisées, son intervention dans l'enseignement technique et professionnel se montera encore à deux tiers de son investissement précédent en 2003 et à un tiers en 2004. L'écart va donc continuer à se creuser, en dépit du souci du ministre Hazette de corriger l'effet de la concentration des moyens communautaires sur la Région wallonne, si des moyens supplémentaires ne sont pas octroyés à l'enseignement technique et professionnel à Bruxelles.

Au ministre Tomas, le même intervenant reproche de s'être adressé à la commission en tant que pouvoir organisateur, alors que c'est en tant que président du Collège de la Commission communautaire française et en tant que membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la formation professionnelle et de l'emploi que la commission avait souhaité l'entendre. C'est de la nécessité d'augmenter la qualité de l'enseignement technique et professionnel en collaboration avec les Régions wallonne et bruxelloise qu'il s'agissait et non pas des difficultés ponctuelles d'un pouvoir organisateur somme toute assez minoritaire. La plupart des considérations émises par le ministre Tomas étaient certes intéressantes et d'ailleurs vraisemblablement partagées par les autres pouvoirs organisateurs mais son exposé ne répondait pas à la préoccupation visant à trouver une solution pour l'enseignement technique et professionnel à Bruxelles.

(1) Voir Doc Conseil de la Communauté française, CRI n° 10 (2001-2002), p. 10 et suiv.

La voie préconisée par le cdH en la matière consiste à demander à la COCOF d'opérer un investissement exceptionnel permettant de rattraper le retard par le biais du fonds créé par décret parallèlement au fonds wallon. Ce fonds n'est pas alimenté. (Le ministre Tomas objecte que le Collège n'est pas informé de son existence). Il pourrait l'être soit par une contribution exceptionnelle de la COCOF soit par les recettes exceptionnelles que constitue le solde de la redevance radio-télévision encore perçue par la Communauté française en Région de Bruxelles-Capitale. La Cour des comptes considère, en effet, qu'il s'agit d'une recette régionale mais le ministre (flamand) du Budget de la Région bruxelloise l'a refusée. L'intervenant regrette qu'aucune solution n'ait pu être retenue à ce jour et espère qu'il s'en dégagera une au cours du présent débat.

Mme Schepmans, Présidente du Parlement de la Communauté française, explique que le ministre Tomas a refusé l'inscription à l'ordre du jour de la réunion d'un débat portant sur le fonds proprement dit. Il ne lui paraît cependant pas pour autant qu'il faille exclure ce fonds et les synergies à établir entre la Communauté française et la Région bruxelloise d'un débat relatif à la situation et aux perspectives de l'enseignement technique et professionnel. Elle regrette également que le ministre Tomas n'envisage pas l'objet à l'ordre du jour dans la perspective d'une collaboration des différentes parties.

Le ministre Tomas formule trois objections. En tant que président du Collège de la COCOF, chargé de l'Enseignement, il n'a jamais été averti par la Communauté française qu'un fonds avait été créé et qu'on sollicitait la COCOF pour l'alimenter. Il s'est adressé par écrit au ministre du Budget de la Communauté française dans le sens préconisé par M. Grimberghs mais celui-ci a estimé que les recettes produites par la redevance radio et télévision lui revenaient. Enfin, à partir de 2003, la COCOF octroie 300 millions de francs belges supplémentaires à la Communauté française.

S'adressant aux deux ministres présents, M. Daif constate que la situation de relégation de l'enseignement technique et professionnel persiste, alors qu'il est très important pour de nombreux jeunes et pour l'avenir de l'industrie et que cela est même constamment répété. L'effort fait en faveur de cet enseignement reste insuffisant. Ce commissaire passe en revue les différents problèmes qui l'affectent.

La maîtrise des matières de base, dispensées dans le cadre des cours généraux, demeure insuffisante. Or, la connaissance, entre autres, du français et des mathématiques est indispensable, non seulement pour permettre le suivi des branches techniques et professionnelles, mais

également pour réussir dans l'enseignement supérieur.

On peut encore observer des différences de niveaux entre les écoles. L'exécution des programmes laisse à désirer; certains élèves sont ainsi en 5^e ou 6^e année professionnelle dans l'ignorance d'acquis indispensables pour la suite de leurs études. Les conséquences de cette situation sont la démotivation des professeurs et le décrochage ou la violence des élèves.

En dépit des efforts fournis par la Communauté française sur le plan du statut, et notamment en ce qui concerne l'accélération de la procédure de nomination, le corps enseignant est encore insuffisamment stabilisé et les professeurs sont déplacés trop fréquemment. Cette situation démotivante a pour conséquence une pénurie d'enseignants qualifiés et expérimentés. Une autre difficulté est la peine des enseignants à trouver du temps pour les stages. L'intervenant souhaiterait entendre les ministres sur toutes ces difficultés liées au statut.

L'acquisition d'un équipement valable, permettant d'être en phase avec l'industrie, est indispensable pour la pratique professionnelle, même si certains outils sont très coûteux (tours numériques programmables, moteurs électriques, etc.). La qualité de l'équipement est aussi une manifestation de l'importance accordée à l'enseignement technique et professionnel. Or, actuellement, certaines ASBL sont bien mieux équipées que les écoles. En Région bruxelloise, une population défavorisée et infra-qualifiée se concentre dans des écoles n'ayant pas les moyens de s'équiper.

En conclusion, ce commissaire estime que c'est à la Communauté française qu'il revient de financer le fonds, la COCOF n'ayant à se préoccuper que des écoles dont elle est le pouvoir organisateur, ainsi que l'a rappelé le ministre Tomas, mais l'effort consenti par la Communauté (20 millions de francs belges) est insuffisant. Il voudrait entendre les ministres sur l'inégalité faite aux élèves bruxellois ne fréquentant pas une école de la COCOF et à tous les élèves bruxellois par rapport aux élèves wallons. L'orateur demande aussi qu'il soit revenu sur la disparité évoquée par le ministre Hazette entre l'offre d'embauche et le nombre de diplômés.

M. Doulkeridis n'abordera pas les questions générales relatives à l'enseignement technique et professionnel, de la compétence de la Communauté française, et bornera son intervention à l'ordre du jour. Sa seule question au ministre Hazette sera relative à la répartition en pourcentage des élèves aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement secondaire, dans l'enseignement général, d'une part, et dans l'enseignement technique et professionnel, d'autre part, respectivement à Bruxelles et en Région wallonne.

Le ministre fournit les chiffres demandés (1).

M. Doulkeridis poursuit en rappelant que la situation de pauvreté de la Communauté française en 1999 a donné lieu aux accords politiques de 1999 et aux politiques croisées avec la Région wallonne, à l'exclusion de la Région bruxelloise. La COCOF, de son côté, dispose de recettes fixes dont elle ne maîtrise pas les fluctuations. L'intervenant estime, comme son collègue M. Daif, que les élèves de l'enseignement technique et professionnel n'ont pas à pâtir de l'imbroglio institutionnel. Par ailleurs, l'augmentation du chômage à Bruxelles ne permet pas la persistance du sous-financement de l'enseignement technique et professionnel.

Mais les accords de la Saint-Boniface et les résultats de la réunion conjointe du Gouvernement de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française du 30 avril 2002 doivent permettre un rattrapage par la Communauté française de cette situation. Refusant de s'interroger sur la pertinence de la clef 83-17 basée sur le pourcentage d'élèves dans l'enseignement technique et professionnel respectivement en Région wallonne et à Bruxelles, l'orateur estime qu'elle a le mérite d'être objective. Elle permet à la Communauté française d'opérer en trois ans un rattrapage de sa part pour le passé à Bruxelles de 9 700 000 francs en 2003, 22 000 000 en 2004 et 36 000 000 en 2005. (Le ministre Hazette ajoute qu'un réinvestissement sera également effectué).

Le rattrapage sera total en 2006 puisque, à ce moment, prendront fin les politiques croisées avec la Région wallonne, et la Communauté française pourra réinjecter dans les deux régions, selon la clef 83-17, le montant des marges de manœuvre dégagées par les accords de la Saint-Boniface, additionné des 50 millions de francs destinés au rééquipement de l'enseignement technique et professionnel. On pourra alors considérer que le financement de l'équipement est correct. (Le ministre Hazette précise encore que ce financement sera de 50 millions de francs à Bruxelles et de 200 millions de francs en Région wallonne).

Ce qui continuera à poser problème, poursuit M. Doulkeridis, c'est le rattrapage du passé par rapport à l'investissement wallon, dont le corollaire aurait dû être un investissement par la COCOF d'une somme représentant 17 % de ce que la Région wallonne a investi (750 millions de francs de 2000 à 2004). La COCOF devrait donc investir 127,5 millions de francs, soit 42,5 millions de francs en 2003, en 2004 et en 2005. Si l'on veut parvenir à un meilleur équilibre entre les deux régions, ce rattrapage doit

(1) Voy. annexe n° 1.

avoir lieu, d'une manière ou d'une autre, éventuellement selon la voie préconisée par M. Grimberghs. Cela signifie que la suite du présent débat est essentiellement bruxelloise.

Comme le ministre Hazette objecte que le ministre-président a déjà apporté une réponse claire à M. Grimberghs en séance publique du 18 juin 2002 (1), M. Doulkeridis réplique que la question essentielle est que le rattrapage ait lieu. D'autres possibilités d'alléger le budget de la COCOF existent et des négociations doivent permettre de les dégager.

Cet intervenant demande encore au ministre Hazette s'il a déjà été demandé aux écoles de faire l'inventaire de leurs besoins?

M. van Eyll admet qu'on puisse faire le calcul auquel s'est livré l'intervenant précédent. Mais il n'est pas convaincu que c'est en abordant la question par son aspect financier et budgétaire que l'on progressera. C'est plutôt en prenant conscience de la nécessité politique pour les institutions, régionales et communautaires, de l'espace francophone de collaborer. Elles y sont acculées pour deux motifs essentiels. Le premier est l'impécuniosité de la Communauté française. Le second est le refus de la fusion des institutions francophones au profit de leur « alliance » ou d'un « espace francophone », ce qui implique coopération et collaboration. Les francophones doivent impérativement développer une vision d'avenir et préparer, entre Wallons et Bruxellois, l'hypothèse de leur largage par la Flandre. C'est dans ce cadre-là que doit être débattu le dossier des politiques croisées, lequel comprend aussi, outre le financement du matériel pédagogique de l'enseignement technique et professionnel, entre autres, les politiques de l'immersion linguistique et de l'accueil extra-scolaire.

Que la COCOF ne soit qu'un pouvoir organisateur n'est évidemment pas exact. Elle est l'institution de référence en matière communautaire à Bruxelles, puisqu'elle y exerce les compétences que lui a transférées la Communauté française comme à la Région wallonne. Elle exerce également les compétences héritées de la Commission française de la culture, dite « commission Poupko », créée par la loi du 26 juillet 1971, ainsi que les compétences provinciales, en matière d'enseignement notamment. Au-delà de la discussion juridique, l'essentiel est de savoir si les Bruxellois francophones veulent vivre en solidarité avec les autres francophones du pays et s'ils sont prêts à faire les efforts nécessaires par l'impécuniosité de la Communauté française. Il serait inacceptable que, se limitant à un point de vue de gestionnaire,

leurs dirigeants s'abstiennent de poser les gestes aussi concrets que symboliques qu'on attend d'eux.

Le ministre Tomas répète que la proposition formulée par M. Grimberghs a été transmise à la Communauté française, laquelle a répondu que, pour des raisons tant politiques que techniques, elle ne pouvait envisager d'y donner suite.

M. van Eyll précise qu'il ne considère pas que les solutions doivent nécessairement venir de la COCOF. Mais il souhaite mettre en évidence la nécessité pour les forces politiques francophones bruxelloises d'unir leurs efforts.

Le ministre Tomas ajoute que 300 millions de francs supplémentaires sont donnés par la COCOF à la Communauté française à partir de 2003 sans que ce ne soit conditionné à une affectation de 40 millions de francs environ à l'enseignement technique et professionnel: il appartient à la Communauté française de définir ses priorités budgétaires.

Mme Theunissen sollicite encore du ministre Hazette plusieurs précisions relatives aux chiffres qu'il a déjà donnés. Elle aimerait pouvoir appréhender la problématique dans une perspective dynamique; disposer des chiffres sur plusieurs années permettrait de percevoir l'évolution. Elle demande également que le nombre d'élèves soit fourni par sexe et par section. Comme M. Grimberghs, l'intervenante souhaite les dernières données chiffrées relatives à la mobilité des élèves entre Bruxelles et les autres régions, dans les deux sens.

Elle aimerait en outre apprendre du ministre dans quelle mesure les populations défavorisées et les écoles en discrimination positive profiteront du rattrapage (17 % de 130 millions de francs à répartir sur trois ans). Quels types de choix, de procédures et de critères détermineront-ils les investissements prioritaires, que ce soit en dehors ou dans le cadre des politiques croisées? Ce sont là les enjeux les plus importants d'un débat qui est loin d'être clos.

En conclusion, cette commissaire insiste pour que soient d'abord débattus le principe et la raison d'être des politiques croisées, pour, ensuite, examiner ce qu'on peut proposer dans leur cadre, quels partenariats la COCOF pourrait développer, avec qui et en fonction de quelles urgences (il faut songer ici notamment à la question du chômage des jeunes et plus particulièrement des jeunes garçons).

Pour Mme Persoons, que l'on soit favorable ou non au principe des politiques croisées, les francophones sont acculés — ainsi que l'a souligné M. van Eyll — à coopérer. En revanche, il n'est pas sain qu'elles soient menées entre la Communauté française et l'une des Régions, à l'exclusion de l'autre, ou que l'une des Régions

(1) Voy. Doc Conseil de la Communauté française, CRI n° 13 (2001-2002), p. 48 et suiv.

désinvestisse. L'intervenante signale au passage qu'il n'y a plus que deux représentants wallons du Parlement de la Communauté française en séance.

S'il convient de souligner l'effort important consenti par la COCOF en vue du refinancement de la Communauté française, il n'en est pas moins vrai qu'il pourrait être complété par des actions concrètes dans les mêmes domaines que ceux qui progressent en Région wallonne. En effet, la COCOF n'est pas seulement le pouvoir organisateur d'établissements d'enseignement et ses compétences lui permettent d'intervenir dans le dossier de l'enseignement francophone à Bruxelles et, en l'espèce, dans celui de l'enseignement technique et professionnel.

Selon les informations de la même commissaire, lors de la réunion conjointe des exécutifs le 30 avril dernier, le Fonds spécial d'équipement de l'enseignement technique et professionnel avait fait l'objet d'une discussion. Elle aimerait savoir si une intervention de la COCOF dans ce fonds serait possible et sur quelle base.

Sa dernière réflexion concerne l'emploi des jeunes : un Bruxellois sur cinq est au chômage et 98 % des jeunes chômeurs sont francophones. Il faut avoir ces chiffres à l'esprit lorsqu'on discute de réinvestissement dans l'enseignement technique et professionnel. En tant que ministre de la Région bruxelloise, elle demande si M. Tomas voit des pistes à ouvrir au niveau de cette collectivité politique, sachant bien entendu qu'une intervention régionale en faveur de l'enseignement francophone suscitera une demande flamande à concurrence de 20 %. N'est-il, par exemple, pas possible de susciter davantage d'investissement de la part des entreprises dans l'enseignement technique et professionnel ou, plus largement, de créer des synergies entre cet enseignement et les politiques économiques et de l'emploi ?

Le ministre Tomas explique à Mme Persoons que le Gouvernement bruxellois avait, à son initiative, prévu au budget régional de 2001 un montant prévisionnel de 10 millions de francs destiné à l'équipement de l'enseignement technique et professionnel francophone et flamand mais que les ministres flamands ont annoncé qu'ils s'opposeraient à son exécution parce qu'il n'y avait, selon eux, pas de besoins du côté flamand. Ce crédit a donc disparu. La piste envisagée par Mme Persoons doit donc être oubliée. Le ministre s'engage à adresser un courrier au Collège de la COCOF pour répercuter la préoccupation de M. van Eyll et Mme Persoons visant le financement du fonds.

M. Smits se réjouit de la tenue de la présente réunion, rassemblant des Wallons et des Bruxellois, même si les Wallons n'y représentent pas la

Région wallonne, alors que les Bruxellois sont présents en tant que Bruxellois et qu'il aurait préféré que des représentants de la Région wallonne en tant que tels y soient associés. Il constate l'unanimité — déjà ancienne — des commissaires pour demander que l'enseignement technique et professionnel soit aidé et revalorisé.

Cet intervenant rappelle que les politiques croisées sont issues d'un accord conclu entre la Communauté française et la Région wallonne. Tandis que les dirigeants bruxellois manifestaient leur mécontentement de n'avoir pas été consultés, les Wallons s'y engageaient sans attendre qu'une solution tenant compte de l'imbricatio institutionnel bruxellois soit trouvée pour les francophones bruxellois. C'était une première erreur, qui a eu pour effet de créer un sérieux désordre institutionnel.

Le ministre Hazette objectant que cette présentation ne correspond pas à la vérité historique, M. Smits réplique qu'il a interrogé à l'époque, d'une part, le ministre-président de la Communauté française, qui lui a répondu n'avoir pas reçu de réponse du Président du Collège de la Commission communautaire française, et, d'autre part, le Président de la COCOF, qui lui a répondu n'avoir pas reçu de courrier du ministre-président de la Communauté française. Cet intervenant aimerait que la lumière soit faite sur la vérité historique et, à titre personnel, il regrette que, pour d'apparentes gamineries, la Région wallonne se soit engagée dans les politiques croisées sans attendre que la COCOF fasse de même.

Le résultat de tout cela est que, pendant trois ans, les élèves bruxellois ont perdu 15 000 francs. Certes, un rattrapage par la Communauté en faveur des écoles bruxelloises est annoncé à terme de 2010 et il faut s'en réjouir. Entre-temps, le retard accumulé par la COCOF en ce qui concerne sa propre intervention n'est pas récupéré dans les budgets 2002 ajusté et 2003 avant ajustement et la Communauté française n'a la capacité, ni financière ni politique, de le rattraper.

M. van Eyll comprend bien les difficultés du ministre Tomas lorsqu'il évoque, au sujet du budget 2001, la neutralisation de Bruxelles par une infime minorité. Mais, techniquement, une décision sans les voix flamandes est possible. Pour sa part, ce commissaire estime que la loyauté régionale devrait être développée pour endiguer ce réflexe flamand d'empêcher les francophones de mener les politiques qui leur sont chères.

III. Réponses des ministres

Le ministre Tomas souhaite apporter quelques précisions à M. Grimberghs et à

Mme Persoons au sujet de ses compétences. Se référant aux réflexions de M. Daif sur l'équipement supérieur des ASBL, il souligne que celui-ci est le fruit de la politique de la COCOF, qui s'appuie sur l'organe public qu'est Bruxelles-Formation et sur les ASBL d'insertion socio-professionnelle, qu'elle subventionne. Evoquant les regrets d'Agoria, mentionnés par le ministre Hazette, il explique que Bruxelles-Formation forme entre cinquante et soixante soudeurs par an et est donc en mesure de répondre aux besoins du marché.

Quant au manque de motivation des élèves regretté par M. Daif, la Région bruxelloise et la COCOF, dans le cadre de la formation professionnelle, y répondent par la politique de lutte contre les discriminations à l'embauche, ce qui est repris dans le pacte social pour l'emploi.

L'intervenant reconnaît que la COCOF n'a pas seulement des compétences de pouvoir organisateur; du reste, elle soutient les écoles de devoirs et mène diverses actions de tutorat, de propédeutique et de lutte contre l'échec scolaire.

Concernant le problème spécifique de l'équipement, la Région bruxelloise va créer, dans le cadre de sa politique économique et de l'emploi, un centre de référence en matière de formation, qui devrait permettre de pallier le déficit déploré par M. Daif et sera destiné à répondre aux besoins de formation des entreprises; il sera aussi accessible aux écoles techniques, tant francophones que flamandes.

Le ministre regrette la réponse négative de la Communauté française à sa demande de pouvoir utiliser l'argent du solde de la redevance radio-télévision ou, à tout le moins le reliquat déduction faite des charges, qui devait revenir aux Bruxellois mais qui est allé alimenter la trésorerie de la Communauté française, pour l'investir dans l'équipement pédagogique des écoles techniques et professionnelles.

La COCOF n'a pas voulu soumettre le refinancement complémentaire de la Communauté française en 2003 à la condition d'opérer un refinancement de l'enseignement technique et professionnel mais rien n'empêcherait qu'une partie serve à remédier à une problématique bruxelloise particulière. Maintenant que les commissions communautaires vont disposer de moyens nouveaux pour leurs besoins spécifiques, si les Bruxellois francophones réalisent l'effort important consistant à augmenter leur contribution de 800 millions à 1,1 milliard de francs, il ne paraît pas illégitime qu'ils demandent qu'une partie de ces moyens supplémentaires servent à l'équipement des écoles bruxelloises. Cela signifierait grosso modo 125 millions de francs à répartir sur trois ans.

Le ministre Hazette attendait beaucoup de ce débat pour éclaircir un contentieux qui

s'éternise depuis 1999. Il n'est pas contestable que des contacts entre les institutions aient eu lieu, notamment entre lui-même et le ministre-président de la Région bruxelloise, Jacques Simonet, sur les politiques croisées. M. Simonet avait immédiatement manifesté son intérêt et, en même temps, évoqué les difficultés qui se présenteraient en raison de la spécificité institutionnelle de la Région bruxelloise.

La Région wallonne a-t-elle été trop rapide? C'est le débat. Pour sa part, le ministre ne pouvait demeurer insensible aux sollicitations de cette Région, qui avait absolument besoin d'une main-d'œuvre qualifiée pour son renouveau. Dans ce contexte, des moyens y ont été dédiés aux centres de compétence, de manière à ce que le FOREM puisse y former aux techniques les plus modernes, ainsi qu'à une amélioration de la formation initiale. L'équipement pédagogique des établissements d'enseignement technique et professionnel concourt de la sorte au rétablissement de la Région.

Si la Région bruxelloise avait été unilingue française et les institutions bruxelloises plus simples, un contrat d'avenir y aurait été possible aussi. La question est de savoir si, eu égard à sa situation institutionnelle et financière, la COCOF a les moyens de faire pour les écoles techniques et professionnelles ce que la Région wallonne a fait pour celles qui sont situées sur son territoire. L'obstacle pourrait être contourné, non pas en approvisionnant ensemble le fonds créé au budget des recettes de 1999 lors de l'ajustement et intitulé « Intervention de la Commission communautaire française en faveur des programmes d'action en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel » mais en y substituant une ASBL qui serait alimentée par les fonds dédiés par la Communauté française au rééquipement et par la COCOF. Encore faut-il que la COCOF ait les moyens de ce rééquipement.

Les questions débattues doivent s'inscrire dans la problématique de l'intégration; de nombreux jeunes demandent une formation adaptée aux besoins des entreprises.

Le tableau n'est pas entièrement noir, poursuit le ministre, qui aurait néanmoins préféré que les régions progressent parallèlement. D'ici 2005, 68 millions de francs auront été investis dans les écoles bruxelloises, auxquels s'ajouteront les 20 % d'intervention des écoles, si l'on suit le même schéma qu'en Wallonie, ce qui permet de dépasser les 80 millions de francs et constitue une masse budgétaire intéressante au regard des besoins.

Le modus operandi sera fixé dès le 6 janvier 2003. Un comité de gestion doit être formé; composé du Gouvernement, de représentants

des réseaux et des pouvoirs organisateurs, il devrait se réunir pour prendre connaissance des besoins identifiés par le secteur. Cette composition pourrait être modifiée de façon à ce que la COCOF y soit représentée. Maintenant que le vote du budget a eu lieu et que l'on est informé des moyens disponibles, l'appel à projets va pouvoir être lancé dans les écoles.

En comparaison avec les réalisations en Région wallonne, il est permis d'estimer que le dossier progresse bien. A cela, il faut ajouter l'ouverture des centres de compétence évoqués par le ministre Tomas. Pour répondre à la question de Mme Theunissen qui l'interrogeait sur l'évolution, d'ici 2010, le comité de gestion aura donc eu 265 millions de francs à affecter.

A M. Grimberghs qui l'interrogeait sur les effets du retard pris en Région bruxelloise, le ministre répond qu'il est irrattrapable. Il a toutefois une conséquence positive: le matériel sera plus récent à Bruxelles; or, il s'agit d'un matériel qui se décline rapidement.

Le ministre fournit, pour être annexés au présent rapport, les chiffres relatifs à la population scolaire par sexe et par section demandés par Mme Theunissen (1). Aux questions sur la mobilité des élèves, il répond qu'il ne faut pas exclure l'attrait de centres techniques à la périphérie bruxelloise.

Aux observations relatives à la répartition 83-17, le ministre répond que celle-ci est clichée en 2001 mais qu'il n'a personnellement pas d'objections à ce qu'elle soit revue dans deux ou trois ans. L'enseignement technique et professionnel témoigne, en effet, d'une hausse intéressante sur onze ans. Enfin, il faut souligner que les écoles bruxelloises bénéficient davantage des discriminations positives accordées par la Communauté française que les écoles de Wallonie.

Le ministre attire ensuite l'attention de M. Daif sur les efforts fournis par la Communauté française en matière de statut des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle. En revanche, il reconnaît la pertinence des propos de M. Daif au sujet de la nécessité d'une meilleure qualification de ces professeurs. Dans cette perspective, il a adressé une circulaire aux écoles, visant l'obligation pour celles-ci d'intégrer les professeurs dans des formations complémentaires parallèlement au rééquipement. Tous les efforts concourent à une politique de qualité dans l'enseignement technique et professionnel mais cela prend du temps.

En guise de conclusion, le ministre regrette, pour plusieurs raisons, que les écoles bruxelloises n'aient pas bénéficié du même effort. La

première est que la Communauté française est un pouvoir transversal et que toute différence de traitement entre les collectivités lui est préjudiciable. La deuxième est que l'enseignement technique et professionnel est un formidable outil d'intégration. Troisièmement, la Région bruxelloise a besoin d'une main d'œuvre qualifiée pour parvenir à augmenter son PIB.

IV. Répliques

M. Grimberghs remercie le ministre Hazette et les parlementaires wallons pour leur patience. Il ne souhaite pas non plus noircir le tableau. Mais il ne peut accepter les tergiversations ralentissant la mise en œuvre du dispositif. Il espère que l'appel à projets a suscité de nombreuses demandes. (Le ministre répond par l'affirmative: les projets sont déposés et examinés en fonction des effectifs, réseau par réseau). L'intervenant rappelle au ministre la question qu'il lui avait adressée en juin 2001 et sa réponse qui précise quels contacts ont été pris avec la Région de Bruxelles-Capitale et que des projets de budget et de convention avaient même été adressés au ministre-président de la Région (2).

Ce commissaire précise à l'attention de M. Doukeridis que, s'il part de l'hypothèse d'un effort wallon atteignant 750 millions de francs à l'échéance des politiques croisées — ce montant représentant 83 %, cela signifie que l'effort bruxellois doit se monter à 150 millions de francs (17 %).

A M. van Eyll, qui suggérerait à juste titre que ces problèmes soient examinés dans un contexte plus général, le même commissaire rappelle son souhait déjà ancien que les commissions réunies débattent du pilotage de la solidarité intra-francophone, sous-tendue par une série d'accords, ce qui permettrait peut-être aux parlementaires de sortir de leur schizophrénie. Il faut des lieux où en débattre régulièrement, avec l'aide d'outils de pilotage.

Le même intervenant juge risibles les explications du ministre Tomas sur l'opposition annoncée par les membres flamands du Gouvernement bruxellois à l'exécution de son budget, préalablement au vote, alors qu'ils ne s'opposaient pas à l'inscription du crédit.

Le ministre Tomas précise qu'il avait inscrit la somme symbolique de 10 millions de francs. Dès qu'il a expliqué qu'en réalité, les besoins étaient bien supérieurs, les membres flamands du Gouvernement s'y sont opposés.

(1) Voy. annexe n° 2.

(2) Voy. annexe n° 3 et Doc Conseil de la Communauté française, Bulletin des questions et réponses n° 9 (2000-2001), p. 21.

M. Doukeridis estime que les Wallons n'avaient pas à attendre que les Bruxellois trouvent une solution pour eux-mêmes, et il se réjouit de la progression des politiques croisées en Wallonie. Toujours est-il que les Bruxellois ne peuvent s'autoriser ce sous-équipement dans l'enseignement technique et professionnel et qu'il faut poursuivre le débat sur le rattrapage du retard pris. Le montant octroyé par la Communauté française de 9 millions de francs en 2003 permet déjà d'envoyer un signal aux élèves et aux établissements mais il est plus que symbolique et la COCOF doit faire un effort. M. Grimberghs a raison : si 750 millions constituent 83 %, il faut refaire les calculs. Si en 2005, 68 millions de francs auront été investis dans les écoles bruxelloises, c'est 870 millions de francs qui auront été investis en faveur de la Région wallonne à l'échéance de 2002 et la Région wallonne va continuer à investir ensuite. Il ne convient effectivement pas de noircir le tableau mais il est impératif d'agir.

L'effort supplémentaire de la COCOF de 300 millions de francs proviendra des décrets II et III votés par la Communauté française, la Région wallonne et la COCOF. Chaque fois que la COCOF met 1 franc, la Région wallonne en met 3. Si la COCOF augmente sa contribution au financement de la Communauté, la Région wallonne augmente la sienne, sans contrepartie. En outre, la Région wallonne continue à affecter des moyens à l'enseignement technique et professionnel, à l'immersion linguistique, à l'accueil extra-scolaire, etc. Nous ne pouvons donc pas exiger que la contribution supplémentaire de la COCOF soit partiellement affectée à l'enseignement technique et professionnel car la Région wallonne intervient automatiquement à concurrence de 900 millions de francs sans que nous ayons les moyens d'intervenir sur leur affectation.

Pour le ministre Tomas cela n'empêche pas que, eu égard aux problèmes aigus que connaissent les établissements d'enseignement technique et professionnel de la Région bruxelloise, une partie des 300 millions de francs d'aide budgétaire supplémentaire de la COCOF soit d'office affectée à la revalorisation de l'équipement pédagogique de ces écoles.

M. Daif fait observer qu'il est difficile pour certaines écoles de répondre positivement à l'appel aux projets, dans la mesure où il est exigé qu'elles contribuent à concurrence de 20 % au rééquipement. Ce commissaire aurait préféré que les besoins soient le seul critère de prise en considération.

Le ministre Hazette répond que ce mode d'intervention est parallèle au dispositif du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire.

M. Smits se réjouit de cette réunion conjointe qui a permis aux membres respectifs du Parlement de la Communauté française et de l'Assemblée de la Commission communautaire française d'interroger ensemble les deux Gouvernements, plutôt que de le faire séparément comme c'était le cas depuis trois ans. Il croit pouvoir faire le constat qu'une partie du problème provient du fait que des membres du Gouvernement de la Communauté française ont cherché à dialoguer avec des membres du Gouvernement de la Région bruxelloise, lesquels ne sont pas compétents. Il en conclut qu'il serait préférable que la Communauté française s'adresse systématiquement à la COCOF pour les questions relatives aux matières communautaires.

Les rapporteurs,
M. DAÏF.
D. van EYLL.

Les présidentes,
M. PAYFA.
F. SCHEPMANS.

ANNEXE 1

REPARTITION DES EFFECTIFS SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE PAR DEGRE, FORME/FILIERE, SEXE ET REGION
ANNEE SCOLAIRE 2002-2003 — SITUATION AU 1^{er} OCTOBRE 2002

Année scolaire 2002-2003	RÉGION WALLONNE			RÉGION BRUXELLOISE			TOTAL C.F.		
	G	F	TOT	G	F	TOT	G	F	TOT
D1 COMMUN	40 226	39 825	80 051	10 613	10 480	21 093	50 839	50 305	101 144
D1 DIFFÉRENCIÉ	6 220	4 231	10 451	1 720	1 252	2 972	7 940	5 483	13 423
D1 TOT	46 446	44 056	90 502	12 333	11 732	24 065	58 779	55 788	114 567
D2 G	21 370	24 064	45 434	6 616	7 104	13 720	27 986	31 168	59 154
D2 TTR	4 507	3 874	8 381	812	630	1 442	5 319	4 504	9 823
D3 G	14 599	17 417	32 016	4 720	5 148	9 868	19 319	22 565	41 884
D3 TTR	3 088	2 703	5 791	617	530	1 147	3 705	3 233	6 938
D2+D3 G+TTR	43 564	48 058	91 622	12 765	13 412	26 177	56 329	61 470	117 799
D2 TQ	11 192	8 717	19 909	2 233	2 014	4 247	13 425	10 731	24 156
D2 P	12 979	9 471	22 450	2 660	2 262	4 922	15 639	11 733	27 372
D3 TQ	11 088	11 277	22 365	2 334	2 426	4 760	13 422	13 703	27 125
D3 P	10 931	9 173	20 104	1 692	2 202	3 894	12 623	11 375	23 998
CEFA	3 700	1 922	5 622	627	281	908	4 327	2 203	6 530
D2+D3 TQ+P+CEFA	49 890	40 560	90 450	9 546	9 185	18 731	59 436	49 745	109 181
D4 P	560	3 320	3 880	114	592	706	674	3 912	4 586
TOTAL	140 460	135 994	276 454	34 758	34 921	69 679	175 218	170 915	346 133

ANNEXE 2

EVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLAIRES PAR SECTEUR AUX DEUXIEME
ET TROISIEME DEGRES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE QUALIFICATION

Évolution des effectifs scolaires par secteur au DEUXIÈME DEGRÉ de l'enseignement secondaire de qualification
Région de BRUXELLES-CAPITALE

Deuxième degré		1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	1/10	Différence	Différence	
		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	en 1 an	en 11 ans	
AGRONOMIE	TQUAL	G	21	18	21	26	40	28	25	22	19	22	23	1	4,5%
		F	11	9	5	9	12	9	11	17	11	8	6	-2	-25,0%
	TOT	32	27	26	35	52	37	36	36	30	30	29	-1	-3,3%	
	PROF	G	31	26	31	40	48	45	30	23	24	28	43	75	53,6%
		F	10	15	25	18	15	9	11	13	9	13	10	-3	-23,1%
	TOT	41	41	56	58	63	54	41	36	33	41	53	12	29,3%	
TOTAL	G	52	44	52	66	88	73	55	45	43	50	66	16	32,0%	
F	21	24	30	27	27	18	22	30	20	21	16	-5	-23,8%		
TOT	73	68	82	93	115	91	77	75	63	71	82	11	15,5%		
INDUSTRIE	TQUAL	G	818	744	704	701	764	751	643	676	664	661	672	11	1,7%
		F	6	4	7	5	3	2	4	2	3	4	13	9	225,0%
	TOT	824	748	711	706	767	753	647	678	667	665	665	20	3,0%	
	PROF	G	1238	1305	1229	1225	1142	1020	989	881	884	989	985	-4	-0,4%
		F	9	10	6	0	14	1	0	0	0	2	4	2	100,0%
	TOT	1247	1315	1235	1225	1156	1021	989	881	884	991	989	-2	-0,2%	
TOTAL	G	2056	2049	1933	1928	1906	1771	1632	1557	1548	1650	1657	7	0,4%	
F	15	14	13	5	17	3	4	2	3	6	17	11	183,3%		
TOT	2071	2063	1946	1931	1923	1774	1636	1559	1551	1656	1674	18	1,1%		
CONSTRUCTION	TQUAL	G	94	90	75	64	63	55	32	23	13	10	0	-3	-23,1%
		F	1	3	1	0	2	2	1	0	0	0	0	0	0
	TOT	95	93	76	64	65	57	33	23	12	13	10	-3	-23,1%	
	PROF	G	594	576	585	495	455	468	467	407	374	366	440	74	20,2%
		F	1	2	4	4	2	1	2	1	0	1	4	3	300,0%
	TOT	595	578	589	499	457	469	469	408	374	367	444	77	21,0%	
TOTAL	G	688	666	640	559	518	523	499	430	386	379	450	71	18,7%	
F	2	5	5	4	4	3	3	1	0	1	4	3	300,0%		
TOT	690	671	645	563	522	526	502	431	386	380	454	74	19,5%		
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	116	81	65	89	100	86	105	85	76	51	49	-2	-3,8%
		F	29	33	21	20	33	33	37	27	13	12	10	-2	-16,7%
	TOT	145	114	86	109	133	119	142	113	89	63	59	-4	-6,3%	
	PROF	G	389	432	467	420	399	401	338	311	307	279	285	-14	-5,0%
		F	148	140	130	113	117	99	86	76	75	76	88	12	15,8%
	TOT	537	572	537	533	516	500	424	387	382	365	353	-2	-0,6%	
TOTAL	G	505	513	472	509	499	487	443	397	383	330	314	-16	-4,8%	
F	177	173	151	133	150	132	123	103	88	88	98	10	11,4%		
TOT	682	686	623	642	649	619	566	500	471	418	412	-6	-1,4%		
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	1	1	1	3	0	1	1	1	0	4	2	-2	-50,0%
		F	50	54	65	58	33	34	42	45	36	35	31	-4	-11,4%
	TOT	51	55	66	61	33	35	43	46	36	39	33	-6	-15,4%	
	PROF	G	12	10	44	4	5	27	6	4	3	1	10	9	900,0%
		F	861	851	827	538	463	449	366	325	277	291	273	-18	-6,2%
	TOT	873	861	871	542	468	476	372	329	280	292	283	-9	-3,1%	
TOTAL	G	13	11	45	7	5	28	7	5	3	5	12	7	140,0%	
F	911	905	892	596	498	483	408	370	313	326	304	-22	-6,7%		
TOT	924	916	937	603	501	511	415	375	316	331	316	-15	-4,5%		
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	258	209	221	229	248	235	217	221	225	220	207	-13	-5,9%
		F	326	288	238	213	228	238	210	201	208	220	217	-9	-1,4%
	TOT	584	497	459	442	474	473	427	422	433	440	424	-16	-3,6%	
	PROF	G	167	150	102	129	146	136	128	119	110	131	133	2	1,5%
		F	129	115	129	137	107	108	96	87	125	123	121	-2	-1,6%
	TOT	296	265	231	266	253	244	224	206	236	254	254	0	0,0%	
TOTAL	G	425	359	323	358	394	371	345	340	335	351	340	-11	-3,1%	
F	455	493	367	350	333	346	306	288	334	343	338	-5	-1,5%		
TOT	880	762	690	708	727	717	651	628	669	694	678	-16	-2,3%		
ECONOMIE	TQUAL	G	574	589	575	582	628	677	723	701	830	898	922	26	2,9%
		F	971	954	884	922	851	833	836	825	852	871	857	-14	-1,6%
	TOT	1545	1543	1459	1504	1479	1510	1559	1526	1682	1767	1779	12	0,7%	
	PROF	G	379	457	470	527	519	563	587	562	577	621	673	52	8,4%
		F	915	983	823	806	780	851	708	698	768	793	821	28	3,5%
	TOT	1294	1440	1293	1333	1299	1214	1295	1260	1345	1414	1494	80	5,7%	
TOTAL	G	953	1046	1045	1109	1147	1240	1310	1263	1407	1517	1595	78	5,1%	
F	1886	1937	1707	1728	1631	1484	1544	1523	1620	1664	1678	14	0,8%		
TOT	2839	2983	2752	2837	2778	2724	2854	2786	3027	3181	3273	92	2,9%		
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	73	83	141	133	168	171	197	198	175	189	187	-2	-1,1%
		F	344	399	434	463	530	611	627	613	585	662	725	63	9,5%
	TOT	417	482	575	596	698	782	824	811	760	851	912	61	7,2%	
	PROF	G	80	96	84	122	164	151	138	88	120	115	114	-1	-0,9%
		F	816	923	955	936	900	865	881	874	881	907	938	31	3,4%
	TOT	896	1018	1039	1058	1064	1016	1017	962	1001	1022	1052	30	2,9%	
TOTAL	G	153	188	225	255	332	322	333	286	295	304	301	-3	-1,0%	
F	1160	1312	1389	1389	1430	1476	1508	1487	1466	1569	1663	94	6,0%		
TOT	1313	1500	1614	1654	1762	1798	1841	1773	1761	1873	1964	91	4,9%		
SCIENCES APPLIQUÉES	TQUAL	G	174	183	127	145	121	106	127	124	147	121	144	23	19,0%
		F	163	159	98	127	107	120	147	125	127	131	126	-5	-3,8%
	TOT	337	342	225	272	228	226	274	249	274	252	270	18	7,1%	
	PROF	G	9	19	8	5								0	#DIV/0!
		F	16	13	12	5								0	#DIV/0!
	TOT	25	32	20	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
TOTAL	G	183	202	135	150	121	106	127	124	147	121	144	23	19,0%	
F	179	172	110	132	107	120	147	125	127	131	126	-5	-3,8%		
TOT	362	374	245	282	228	226	274	249	274	252	270	18	7,1%		
BEAUX-ARTS	TQUAL	G	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	25	33	18	-15	-45,5%	
	F	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	15	24	28	4	16,7%	
TOT	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	40	57	46	-11	-19,3%	
TOTAL	TQUAL	G	2129	2008	1930	1972	2132	2110	2070	2052	2173	2210	2234	24	1,1%
		F	1901	1893	1753	1817	1797	1882	1915	1855	1850	1967	2013	46	2,3%
	TOT	4030	3901	3683	3789	3929	3992	3985	3907	4023	4177	4247	70	1,7%	
	PROF	G	2899	3070	2940	2967	2878	2811	2681	2395	2399	2530	2663	133	5,3%
		F	2905	3052	2911	2557	2398	2183	2150	2074	2136	2205	2259	53	2,4%
	TOT	5804	6122	5851	5524	5276	4994	4831	4469	4535	4736	4922	186	3,9%	
TOTAL	G	5028	5076	4870	4939	5010	4921	4751	4447	4572	4740				

**Évolution des effectifs scolaires par secteur au DEUXIÈME DEGRÉ de l'enseignement secondaire de qualification
Région WALLONNE**

Deuxième degré		1/10 1992	1/10 1993	1/10 1994	1/10 1995	1/10 1996	1/10 1997	1/10 1998	1/10 1999	1/10 2000	1/10 2001	1/10 2002	Différence en 1 an		Différence en 11 ans			
AGRONOMIE	TQUAL	G	319	353	374	413	468	508	526	553	538	509	530	21	4.1%	211	66.1%	
		F	63	65	70	65	76	82	92	92	90	100	89	90	-11	-11.0%	26	41.3%
	TOT	382	418	444	478	544	590	618	618	645	628	609	619	10	1.6%	237	62.0%	
	PROF	G	222	333	330	343	382	487	495	542	560	569	570	7	0.2%	348	156.8%	
		F	66	115	196	177	120	92	124	133	147	155	135	135	-20	-12.2%	69	104.5%
	TOT	288	448	526	526	502	579	622	675	707	724	705	705	-19	-2.8%	417	144.8%	
TOTAL	G	541	886	704	756	850	985	1 024	1 095	1 098	1 078	1 100	1 100	22	2.0%	650	103.3%	
	F	129	180	266	182	196	174	216	225	237	255	224	31	-12.2%	95	73.6%		
INDUSTRIE	TQUAL	G	4 578	4 325	4 297	4 447	4 814	4 817	4 706	4 562	4 397	4 700	4 714	14	0.3%	138	3.0%	
		F	79	63	68	67	83	71	62	65	76	70	61	-18	-22.8%	-19	-22.6%	
	TOT	4 657	4 388	4 365	4 514	4 897	4 888	4 768	4 627	4 473	4 779	4 775	4 775	-4	-0.1%	118	2.5%	
	PROF	G	5 944	5 875	5 712	5 454	5 255	4 902	4 673	4 631	4 728	4 993	5 191	198	4.0%	-753	-12.7%	
		F	106	124	100	121	104	77	63	62	53	53	47	6	-11.3%	-59	-55.7%	
	TOT	6 050	5 999	5 812	5 575	5 359	4 979	4 736	4 693	4 781	5 046	5 238	5 238	-192	-3.8%	-812	-13.4%	
TOTAL	G	10 522	10 200	10 009	9 901	10 069	9 719	9 379	9 193	9 125	9 693	9 905	9 905	212	2.2%	-617	-5.9%	
	F	185	187	168	188	187	148	125	127	129	132	108	108	-24	-18.2%	-77	-41.6%	
CONSTRUCTION	TQUAL	G	817	871	793	808	831	872	830	777	730	712	699	699	-14	-2.0%	-119	-14.6%
		F	11	11	19	5	18	11	13	14	23	21	19	19	-2	-2.2%	8	72.7%
	TOT	828	882	806	813	843	883	843	791	763	733	717	717	-16	-2.2%	-111	-13.4%	
	PROF	G	3 996	4 109	4 296	4 227	4 026	3 810	3 542	3 513	3 512	3 520	3 674	3 674	154	4.4%	-322	-8.1%
		F	84	75	86	98	95	47	42	32	35	42	44	44	2	4.8%	-40	-47.6%
	TOT	4 080	4 184	4 382	4 325	4 121	3 857	3 584	3 545	3 547	3 562	3 718	3 718	156	4.4%	-362	-8.9%	
TOTAL	G	4 813	4 980	5 099	5 035	4 857	4 682	4 372	4 290	4 242	4 232	4 372	4 372	140	3.3%	-441	-9.2%	
	F	95	86	99	103	113	58	55	45	58	63	63	63	0	0.0%	-32	-33.7%	
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	800	840	915	902	1 015	983	883	836	810	711	654	654	-57	-8.0%	-146	-18.3%
		F	369	371	366	347	412	430	365	336	338	327	301	301	-26	-8.0%	-66	-18.4%
	TOT	1 169	1 211	1 281	1 249	1 427	1 413	1 248	1 172	1 148	1 038	955	955	-63	-6.0%	-214	-18.3%	
	PROF	G	1 757	1 835	1 856	1 862	1 755	1 651	1 665	1 542	1 562	1 485	1 518	1 518	37	2.4%	-241	-13.7%
		F	1 272	1 261	1 275	1 273	1 166	1 128	1 045	962	966	989	995	995	6	0.6%	-277	-21.8%
	TOT	3 029	3 096	3 131	3 135	2 941	2 779	2 710	2 504	2 528	2 474	2 513	2 513	37	1.5%	-518	-17.1%	
TOTAL	G	2 557	2 675	2 771	2 764	2 770	2 634	2 548	2 378	2 372	2 196	2 170	2 170	-26	-1.2%	-387	-15.1%	
	F	1 641	1 632	1 641	1 620	1 588	1 558	1 410	1 298	1 304	1 318	1 298	1 298	-20	-1.5%	-345	-21.0%	
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	3	2	2	1	23	40	4	3	1	1	2	2	100.0%	-1	-33.3%	
		F	300	125	146	160	167	159	150	103	70	91	101	101	10	11.0%	-199	-66.3%
	TOT	303	127	148	161	190	199	154	106	71	92	103	103	11	12.0%	-200	-66.0%	
	PROF	G	50	86	79	46	22	69	19	61	26	17	7	7	-10	-55.8%	-43	-86.0%
		F	2 263	2 088	1 849	1 541	1 192	996	834	724	590	531	441	441	-90	-16.9%	-1 822	-80.5%
	TOT	2 313	2 174	1 928	1 587	1 214	1 065	853	785	616	548	448	448	-100	-18.2%	-1 865	-80.6%	
TOTAL	G	53	88	81	47	45	109	23	64	27	18	9	9	-9	-50.0%	-44	-83.0%	
	F	2 563	2 213	1 995	1 701	1 359	1 155	984	827	680	622	542	542	-80	-12.9%	-2 021	-78.9%	
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	434	484	500	475	516	618	565	498	501	539	640	640	101	18.7%	208	47.5%
		F	889	739	712	746	753	860	771	848	845	807	886	886	79	9.8%	197	28.6%
	TOT	1 123	1 223	1 212	1 221	1 269	1 478	1 336	1 346	1 346	1 346	1 526	1 526	180	13.4%	403	35.9%	
	PROF	G	349	338	270	303	333	322	388	346	318	347	353	353	16	4.6%	14	4.0%
		F	389	353	303	294	334	366	382	355	321	349	392	392	43	12.3%	3	0.8%
	TOT	738	691	573	597	667	688	770	701	639	696	755	755	59	8.5%	17	2.3%	
TOTAL	G	783	822	770	778	849	940	953	844	819	856	1 003	1 003	117	13.2%	220	28.1%	
	F	1 078	1 082	1 015	1 040	1 087	1 226	1 153	1 203	1 166	1 156	1 278	1 278	122	10.6%	200	18.6%	
ECONOMIE	TQUAL	G	1 753	1 738	1 746	1 972	2 120	2 259	2 231	2 304	2 357	2 434	2 489	2 489	49	2.0%	730	41.6%
		F	3 262	3 091	2 989	3 110	3 196	3 054	2 960	2 951	2 985	2 972	2 811	2 811	-161	-5.4%	-471	-14.4%
	TOT	5 035	4 829	4 747	5 082	5 316	5 313	5 191	5 255	5 342	5 406	5 294	5 294	-112	-2.1%	259	5.1%	
	PROF	G	842	847	876	853	888	800	886	838	807	1 025	1 121	1 121	96	9.4%	279	33.1%
		F	2 323	2 110	1 918	1 685	1 587	1 502	1 437	1 371	1 447	1 612	1 676	1 676	64	4.0%	-647	-27.9%
	TOT	3 165	2 967	2 794	2 538	2 475	2 302	2 323	2 209	2 384	2 637	2 797	2 797	160	6.1%	-368	-11.6%	
TOTAL	G	2 595	2 585	2 624	2 825	3 008	3 059	3 117	3 142	3 284	3 459	3 604	3 604	145	4.2%	1 009	38.9%	
	F	5 805	5 201	4 917	4 795	4 783	4 556	4 397	4 322	4 432	4 584	4 487	4 487	-97	-2.1%	-1 118	-18.9%	
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	354	391	440	613	633	737	780	762	892	941	1 108	1 108	167	17.1%	754	213.0%
		F	1 719	1 899	2 394	2 881	3 250	3 443	3 408	3 504	3 786	4 003	4 153	4 153	150	3.7%	2 434	141.6%
	TOT	2 073	2 290	2 834	3 494	3 883	4 180	4 186	4 266	4 688	4 944	5 261	5 261	317	6.4%	3 188	153.8%	
	PROF	G	473	553	580	576	569	594	553	547	517	530	538	538	8	1.5%	65	13.7%
		F	4 512	4 764	4 813	4 896	4 994	5 003	4 784	4 767	5 091	5 479	5 739	5 739	260	4.7%	1 227	27.2%
	TOT	4 985	5 317	5 393	5 472	5 563	5 597	5 337	5 314	5 608	6 009	6 277	6 277	268	4.5%	1 292	25.9%	
TOTAL	G	827	844	1 020	1 189	1 202	1 331	1 333	1 309	1 409	1 471	1 648	1 648	175	11.9%	819	99.0%	
	F	6 231	6 863	7 207	7 777	8 254	8 446	8 190	8 271	8 687	9 482	9 992	9 992	410	4.3%	3 661	56.8%	
SCIENCES APPLIQUÉES	TQUAL	G	123	125	132	166	158	171	203	236	266	285	307	307	22	7.7%	184	149.6%
		F	40	59	108	103	126	142	163	183	213	218	227	227	9	4.1%	187	467.5%
	TOT	163	184	240	269	284	313	366	419	479	503	534	534	31	6.2%	371	227.6%	
	PROF	G	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	
		F	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	
	TOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	
TOTAL	G	123	125	132														

**Évolution des effectifs scolaires par secteur au DEUXIÈME DEGRÉ de l'enseignement secondaire de qualification
Total COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

Deuxième degré		1/10 1992	1/10 1993	1/10 1994	1/10 1995	1/10 1996	1/10 1997	1/10 1998	1/10 1999	1/10 2000	1/10 2001	1/10 2002	Différence en 1 an	Différence en 11 ans			
AGRONOMIE	TQUAL	G	340	371	395	439	508	536	551	575	557	531	553	22	4.1%	213	62.6%
		F	74	74	75	74	88	91	103	109	101	108	95	-13	-12.0%	21	28.4%
	TOT	414	445	470	513	596	627	634	664	684	668	639	648	9	1.4%	234	56.9%
	PROF	G	253	359	361	363	430	532	528	535	584	597	613	16	2.7%	360	142.3%
		F	76	130	221	135	135	101	135	146	156	168	145	-23	-13.7%	69	90.8%
	TOT	329	489	582	518	565	633	663	711	740	765	758	-7	-0.9%	429	130.4%	
TOTAL	G	593	730	756	822	938	1 068	1 079	1 140	1 141	1 128	1 160	36	3.4%	573	96.6%	
F	150	204	296	209	229	192	238	255	257	276	240	-36	-13.0%	90	60.0%		
TOT	743	934	1 052	1 031	1 161	1 260	1 317	1 395	1 398	1 404	1 406	2	0.1%	663	89.2%		
INDUSTRIE	TQUAL	G	5 396	5 069	5 001	5 148	5 578	5 568	5 349	5 238	5 081	5 361	5 388	25	0.3%	-10	-0.2%
		F	85	67	75	72	86	73	68	67	79	83	74	-9	-10.8%	-11	-12.9%
	TOT	5 481	5 136	5 076	5 220	5 664	5 641	5 416	5 305	5 140	5 444	5 460	16	0.3%	-21	-0.4%	
	PROF	G	7 182	7 180	6 941	6 679	6 397	5 922	5 682	5 512	5 612	5 982	6 178	194	3.2%	1 006	-14.0%
		F	115	134	106	121	118	78	63	62	53	55	51	-4	-7.3%	-64	-55.7%
	TOT	7 297	7 314	7 047	6 800	6 515	6 000	5 725	5 574	5 665	6 037	6 227	190	3.1%	1 070	-14.7%	
TOTAL	G	12 578	12 249	11 942	11 827	11 975	11 490	11 011	10 750	10 673	11 343	11 562	219	1.9%	-1 016	-8.1%	
F	200	201	181	183	204	151	128	129	132	138	125	-13	-9.4%	-75	-37.5%		
TOT	12 778	12 450	12 123	12 020	12 179	11 641	11 140	10 879	10 806	11 481	11 687	206	1.6%	-1 091	-8.5%		
CONSTRUCTION	TQUAL	G	911	961	868	872	894	927	862	800	742	725	700	-17	-2.3%	-203	-22.3%
		F	12	14	14	5	20	13	14	14	23	21	19	-2	-2.5%	-196	-21.2%
	TOT	923	976	882	877	914	940	876	814	765	746	727	-19	-2.5%	-476	-51.2%	
	PROF	G	4 590	4 685	4 861	4 722	4 481	4 278	4 009	3 920	3 888	3 886	4 114	228	5.9%	-476	-10.4%
		F	85	77	90	102	97	48	44	33	35	43	48	5	11.6%	-37	-43.5%
	TOT	4 675	4 762	4 951	4 824	4 578	4 326	4 053	3 953	3 921	3 929	4 162	233	5.9%	-513	-11.0%	
TOTAL	G	5 501	5 646	5 729	5 594	5 375	5 205	4 871	4 720	4 628	4 611	4 822	211	4.6%	-679	-12.3%	
F	97	91	104	107	117	61	58	47	58	64	67	3	4.7%	-30	-30.9%		
TOT	5 598	5 737	5 833	5 701	5 492	5 266	4 929	4 767	4 686	4 676	4 889	214	4.6%	-709	-12.7%		
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	916	921	980	991	1 115	1 069	988	922	898	762	703	-59	-7.7%	-213	-23.3%
		F	398	404	387	367	445	463	402	363	351	339	311	-28	-8.3%	-87	-21.9%
	TOT	1 314	1 325	1 367	1 358	1 560	1 532	1 390	1 286	1 237	1 101	1 014	-87	-7.9%	-300	-22.8%	
	PROF	G	2 146	2 267	2 263	2 282	2 154	2 052	2 003	1 853	1 869	1 764	1 781	17	1.0%	-365	-17.0%
		F	1 420	1 401	1 405	1 386	1 303	1 227	1 131	1 038	1 041	1 065	1 083	18	1.7%	-337	-23.7%
	TOT	3 566	3 668	3 668	3 668	3 457	3 279	3 134	2 891	2 910	2 829	2 864	35	1.2%	-702	-19.7%	
TOTAL	G	3 062	3 188	3 243	3 273	3 269	3 121	2 991	2 775	2 755	2 526	2 484	-42	-1.7%	-578	-18.9%	
F	1 618	1 805	1 792	1 753	1 748	1 690	1 533	1 401	1 392	1 404	1 394	-10	-0.7%	-424	-23.3%		
TOT	4 680	4 993	5 035	5 026	5 017	4 811	4 524	4 176	4 147	3 930	3 878	-52	-1.3%	-1 002	-20.5%		
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	4	3	3	4	23	41	5	4	1	5	4	-1	-20.0%	0	0.0%
		F	350	179	211	218	200	193	192	148	108	128	132	6	4.8%	-218	-62.3%
	TOT	354	182	214	222	223	234	197	152	107	131	138	5	3.8%	-218	-61.6%	
	PROF	G	82	86	123	50	27	96	25	65	29	18	17	-1	-5.6%	-45	-72.6%
		F	3 124	2 939	2 676	2 079	1 655	1 445	1 200	1 049	857	822	714	-108	-13.1%	-2 410	-77.1%
	TOT	3 186	3 035	2 799	2 129	1 682	1 541	1 225	1 114	886	840	731	-109	-13.0%	-2 455	-77.1%	
TOTAL	G	86	99	126	54	50	137	30	69	30	23	21	-2	-5.7%	-45	-68.2%	
F	3 474	3 118	2 887	2 297	1 855	1 698	1 392	1 197	973	948	848	-102	-10.6%	-2 628	-76.6%		
TOT	3 540	3 217	3 013	2 351	1 905	1 775	1 422	1 266	1 003	971	867	-104	-10.7%	-2 673	-75.3%		
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	692	693	721	704	764	853	782	719	726	759	847	86	11.6%	155	22.4%
		F	1 015	1 027	950	959	979	1 098	981	1 049	1 053	1 027	1 103	76	7.4%	86	8.7%
	TOT	1 707	1 720	1 671	1 663	1 743	1 951	1 763	1 768	1 779	1 786	1 960	184	9.2%	243	14.2%	
	PROF	G	516	488	372	432	478	458	516	465	426	478	496	18	3.8%	-20	-3.9%
		F	518	468	432	431	441	474	478	442	447	472	513	41	8.7%	-5	-1.0%
	TOT	1 034	956	804	863	920	932	994	907	875	950	1 009	59	6.2%	-25	-2.4%	
TOTAL	G	1 208	1 181	1 093	1 135	1 243	1 311	1 298	1 184	1 154	1 237	1 343	106	8.8%	135	11.2%	
F	1 533	1 495	1 382	1 390	1 420	1 572	1 459	1 481	1 500	1 499	1 616	117	7.8%	83	5.4%		
TOT	2 741	2 676	2 475	2 528	2 663	2 883	2 757	2 675	2 654	2 736	2 959	223	8.2%	218	8.0%		
ECONOMIE	TQUAL	G	2 327	2 327	2 323	2 554	2 748	2 838	2 954	3 005	3 187	3 330	3 405	75	2.3%	1 078	46.3%
		F	4 253	4 045	3 883	4 032	4 047	3 887	3 796	3 776	3 837	3 843	3 668	-175	-4.6%	-585	-13.8%
	TOT	6 580	6 372	6 206	6 586	6 795	6 823	6 750	6 781	7 024	7 173	7 073	-100	-1.4%	493	7.5%	
	PROF	G	1 221	1 304	1 348	1 380	1 407	1 363	1 473	1 400	1 484	1 648	1 794	148	9.9%	573	46.3%
		F	3 236	3 093	2 741	2 491	2 387	2 353	2 145	2 069	2 215	2 405	2 497	92	3.8%	-741	-22.9%
	TOT	4 459	4 397	4 089	3 871	3 774	3 516	3 618	3 469	3 699	4 051	4 291	240	5.9%	-168	-3.8%	
TOTAL	G	3 548	3 631	3 669	3 934	4 155	4 299	4 427	4 405	4 671	4 976	5 199	223	4.5%	1 651	46.5%	
F	7 491	7 138	6 824	6 523	6 414	6 040	5 941	5 845	6 052	6 248	6 165	-83	-1.3%	-1 326	-17.7%		
TOT	11 039	10 769	10 493	10 457	10 569	10 339	10 368	10 250	10 723	11 224	11 364	140	1.2%	325	2.9%		
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	427	484	581	746	801	908	977	960	1 087	1 130	1 295	165	14.8%	868	203.3%
		F	2 063	2 288	2 828	3 344	3 790	4 054	4 033	4 117	4 381	4 665	4 878	213	4.6%	2 815	136.5%
	TOT	2 490	2 772	3 409	4 090	4 591	4 962	5 010	5 077	5 448	5 795	6 173	378	6.5%	3 683	147.8%	
	PROF	G	553	648	664	698	733	745	689	635	637	645	652	7	1.1%	99	17.9%
		F	5 328	5 657	5 768	5 832	5 894	5 868	5 865	5 641	5 972	6 388	6 677	291	4.6%	1 949	25.3%
	TOT	5 881	6 335	6 432	6 530	6 627	6 613	6 554	6 276	6 609	7 031	7 329	298	4.2%	1 448	24.6%	
TOTAL	G	980	1 132	1 248	1 444	1 534	1 553	1 688	1 595	1 704	1 775	1 847	172	9.7%	967	98.7%	
F	7 391	7 975	8 596	9 176	9 684	9 922	9 698	9 758	10 353	11 051	11 555	604	4.6%	4 164	56.3%		
TOT	8 371	9 107	9 841	10 620	11 218	11 575	11 364	11 363	12 057	12 826	13 502	676	5.3%	5 131	61.3%		

Évolution des effectifs scolaires par secteur au TROISIÈME DEGRÉ de l'enseignement secondaire de qualification
Région de BRUXELLES-CAPITALE

Troisième degré		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Différence en 1 an	Différence en 11 ans			
AGRONOMIE	TQUAL	G	20	22	24	31	29	36	29	20	18	11	21	10	90.9%	1	5.0%
		F	8	8	19	15	4	5	12	11	13	13	16	3	23.1%	8	100.0%
	TOT	28	30	43	46	33	41	41	31	31	31	24	37	13	54.2%	9	32.1%
	PROF	G	26	13	14	17	21	20	17	25	20	14	16	2	14.3%	-10	-38.5%
		F	2	2	15	20	23	16	7	5	13	8	10	2	25.0%	8	400.0%
	TOT	28	15	29	37	44	36	24	30	33	22	26	4	18.2%	-2	-7.1%	
TOTAL	G	46	35	38	48	50	56	46	45	38	25	37	12	48.0%	-9	-19.6%	
	F	10	10	34	35	27	21	19	16	26	21	26	5	23.8%	16	160.0%	
TOT	56	45	72	83	77	77	65	61	64	46	63	17	37.0%	7	12.5%		
INDUSTRIE	TQUAL	G	510	537	458	585	599	609	649	657	633	641	592	-49	-7.6%	82	16.1%
		F	2	10	13	19	16	14	8	10	16	15	11	-4	-26.7%	9	450.0%
	TOT	512	547	471	604	615	623	657	667	649	656	603	-53	-8.1%	91	17.8%	
	PROF	G	872	828	817	832	809	847	712	763	640	555	555	19	3.4%	-287	-32.9%
		F	5	8	7	13	14	0	0	0	0	0	3	0	-3	-100.0%	-5
	TOT	877	836	824	845	823	847	712	763	640	559	558	16	2.8%	-292	-33.3%	
TOTAL	G	1382	1365	1275	1387	1408	1456	1361	1420	1273	1207	1177	-30	-2.5%	-205	-14.8%	
	F	7	18	20	32	30	14	8	10	16	18	11	-7	-38.9%	4	57.1%	
TOT	1389	1383	1295	1429	1438	1470	1369	1430	1289	1225	1188	-37	-3.0%	-201	-14.5%		
CONSTRUCTION	TQUAL	G	53	53	77	63	51	40	40	38	25	23	23	0	0.0%	-20	-56.6%
		F	3	6	8	5	5	3	5	5	1	1	1	0	0	-2	-66.7%
	TOT	56	59	85	68	56	43	46	41	28	24	24	0	0.0%	-32	-57.1%	
	PROF	G	283	269	255	335	345	383	418	337	306	284	264	-20	-7.0%	-19	-6.7%
		F	17	16	14	21	20	24	14	8	5	3	4	1	33.3%	-13	-76.5%
	TOT	300	285	269	356	365	407	432	345	311	287	268	-19	-6.0%	-32	-10.7%	
TOTAL	G	336	322	332	398	396	423	458	373	331	307	287	-20	-6.5%	-49	-14.6%	
	F	20	22	22	26	25	27	19	13	6	4	5	1	25.0%	-15	-75.0%	
TOT	356	344	354	424	421	450	477	386	337	311	292	-19	-6.1%	-64	-18.0%		
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	95	76	53	42	50	56	50	61	57	42	38	-4	-9.5%	-57	-60.0%
		F	21	19	15	19	15	9	18	22	26	23	16	-7	-30.4%	-5	-23.6%
	TOT	116	95	68	61	65	65	68	83	83	65	64	-11	-16.9%	-62	-53.4%	
	PROF	G	296	285	248	272	290	282	274	257	215	194	168	-26	-13.4%	-128	-43.2%
		F	83	94	83	97	95	90	88	72	67	88	55	-13	-19.1%	-28	-33.7%
	TOT	379	379	331	369	385	372	362	329	282	282	223	-39	-14.9%	-156	-41.2%	
TOTAL	G	391	381	301	314	340	338	324	318	272	236	208	-30	-12.7%	-185	-47.3%	
	F	104	113	98	116	110	99	106	94	93	91	71	-20	-22.0%	-33	-31.7%	
TOT	495	474	399	430	450	437	430	412	365	327	277	-50	-15.3%	-218	-44.0%		
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	0	1	3	4	2	2	0	0	1	5	4	400.0%	5	#DIV/0!	
		F	9	29	41	43	49	53	38	38	44	34	45	11	32.4%	36	400.0%
	TOT	9	30	44	47	51	55	40	38	44	35	50	15	42.9%	41	455.6%	
	PROF	G	2	4	26	12	4	21	1	3	3	2	-1	-33.3%	0	0.0%	
		F	258	281	366	369	327	374	286	268	228	195	153	-42	-21.5%	-106	-40.9%
	TOT	261	285	392	381	331	395	287	271	232	198	155	-43	-21.7%	-106	-40.6%	
TOTAL	G	2	5	29	16	6	23	3	3	4	7	3	75.0%	5	250.0%		
	F	258	310	407	412	376	427	324	306	273	229	198	-31	-13.5%	-70	-26.1%	
TOT	270	315	436	426	382	450	327	309	276	233	206	-28	-12.0%	-85	-24.1%		
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	184	195	153	224	212	232	238	230	214	195	225	29	14.6%	61	37.2%
		F	184	204	214	245	243	266	272	248	242	223	240	17	7.6%	55	30.4%
	TOT	348	369	367	469	455	498	510	478	458	419	465	46	11.0%	117	33.6%	
	PROF	G	121	140	159	108	114	122	126	129	62	81	92	11	13.6%	-29	-24.0%
		F	89	111	121	97	103	86	96	84	70	69	83	14	20.3%	-6	-6.7%
	TOT	210	251	280	205	217	210	222	213	152	150	176	25	16.7%	-35	-16.7%	
TOTAL	G	285	305	312	332	326	354	364	359	296	277	317	40	14.4%	32	11.2%	
	F	273	315	335	342	346	354	368	332	312	292	323	31	10.6%	50	18.3%	
TOT	558	620	647	674	672	708	732	691	608	589	640	71	12.5%	82	14.7%		
ECONOMIE	TQUAL	G	460	429	480	521	620	657	738	821	808	865	955	85	10.1%	496	107.8%
		F	724	698	775	779	872	921	887	969	913	976	1008	32	3.3%	284	35.2%
	TOT	1184	1127	1255	1300	1492	1578	1625	1790	1721	1844	1964	120	6.5%	780	65.9%	
	PROF	G	164	184	210	304	380	347	373	371	367	387	448	51	12.8%	284	173.2%
		F	534	567	492	672	663	653	704	680	642	659	738	79	12.0%	204	39.2%
	TOT	698	751	711	976	1043	1000	1077	1051	1009	1056	1186	130	12.3%	488	69.9%	
TOTAL	G	624	613	699	825	1000	1004	1111	1192	1178	1265	1404	139	11.0%	780	125.0%	
	F	1258	1265	1267	1451	1535	1574	1591	1649	1555	1635	1748	111	6.8%	488	38.8%	
TOT	1882	1878	1966	2276	2535	2578	2702	2841	2730	2900	3180	250	8.6%	1268	67.4%		
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	140	143	189	221	263	274	287	295	309	266	250	-16	-6.0%	110	78.6%
		F	414	385	446	584	659	716	778	751	794	805	830	25	3.1%	416	100.5%
	TOT	554	528	635	805	912	990	1065	1046	1103	1071	1080	9	0.8%	526	94.9%	
	PROF	G	30	44	79	77	90	128	142	130	93	84	78	-5	-6.0%	49	163.3%
		F	595	615	961	1066	1178	1166	1146	1096	1009	995	988	-6	-0.6%	393	66.1%
	TOT	625	659	1040	1143	1268	1294	1288	1226	1102	1080	1067	-13	-1.2%	442	70.7%	
TOTAL	G	170	187	268	298	343	402	428	425	402	350	329	-21	-6.0%	159	93.5%	
	F	1009	1000	1407	1650	1837	1882	1824	1847	1803	1801	1818	17	0.9%	809	80.2%	
TOT	1179	1187	1675	1948	2180	2284	2353	2272	2205	2151	2147	-4	-0.2%	968	82.1%		
SCIENCES APPLIQUÉES	TQUAL	G	215	238	215	212	208	209	205	198	165	164	175	11	6.7%	-40	-18.6%
		F	159	170	218	193	198	202	225	236	243	228	207	-19	-8.4%	48	30.2%
	TOT	374	408	433	405	406	411	431	434	408	390	382	-8	-2.1%	8	2.1%	
	PROF	G	9	10	8	12	13							0	#DIV/0!	-9	-100.0%
		F	13	14	9	7	10							0	#DIV/0!	-13	-100.0%
	TOT	22	24	17	19	23	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	-22	-100.0%
TOTAL	G	224	248	223	224	221	209	205	198	165	164	175	11	6.7%	-49	-21.9%	
	F	172	184	227	200	208	202	226	236	243	228	207	-19	-8.4%	35	20.3%	
TOT	396	432	450	424	429	411	431	434	408	390	382	-8</					

**Évolution des effectifs scolaires par secteur au TROISIÈME DEGRÉ de l'enseignement secondaire de qualification
Région WALLONNE**

Troisième degré		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Différence en 1 an		Différence en 11 ans		
AGRONOMIE	TQUAL	G	501	496	447	521	554	613	635	589	588	561	516	-45	-8.0%	15	3.0%
		F	72	53	60	59	75	85	95	87	105	114	112	-2	-1.8%	40	55.6%
		TOT	573	549	507	580	629	698	730	676	693	675	628	-47	-7.0%	55	9.6%
	PROF	G	290	301	317	281	364	424	446	485	482	520	530	10	1.9%	240	82.8%
		F	51	55	103	96	109	158	142	132	138	150	165	15	10.0%	114	223.5%
		TOT	341	356	420	387	473	582	588	617	620	670	695	25	3.7%	354	103.8%
TOTAL	G	791	797	764	812	918	1037	1081	1074	1070	1081	1048	-35	-3.2%	255	32.2%	
	F	123	118	163	155	184	253	237	219	243	264	277	13	4.9%	154	125.2%	
	TOT	914	915	927	967	1102	1290	1318	1293	1313	1345	1323	-22	-1.6%	409	44.7%	
INDUSTRIE	TQUAL	G	4036	3948	3893	3990	4088	4127	4129	4176	4227	4234	4124	-112	-2.6%	88	2.2%
		F	87	37	68	80	76	81	105	72	85	71	89	18	25.4%	2	2.3%
		TOT	4123	3985	3961	4070	4162	4208	4234	4248	4292	4305	4213	-92	-2.1%	90	2.2%
	PROF	G	4866	4883	5102	4984	5126	5054	4809	4674	4300	4232	4286	64	1.5%	570	-11.7%
		F	94	92	125	123	118	85	90	84	72	74	69	-11	-14.9%	-31	-33.0%
		TOT	4960	4975	5227	5107	5244	5139	4889	4758	4372	4306	4359	53	1.2%	601	-12.1%
TOTAL	G	8902	8831	8995	8974	9214	9181	8938	8850	8527	8468	8420	-46	-0.5%	482	-5.4%	
	F	181	129	183	203	194	166	185	156	137	145	152	7	4.8%	-29	-16.0%	
	TOT	9083	8960	9188	9177	9406	9347	9133	9006	8664	8611	8572	-39	-0.5%	511	-5.6%	
CONSTRUCTION	TQUAL	G	728	682	677	696	676	685	679	668	628	585	575	-20	-3.4%	-153	-21.0%
		F	43	49	44	34	35	40	26	20	26	30	34	4	12.0%	-9	-20.9%
		TOT	771	731	721	730	711	725	705	688	654	625	609	-16	-2.6%	-162	-21.0%
	PROF	G	2413	2586	2861	3101	3369	3377	3255	3170	3032	2907	2908	1	0.0%	495	20.5%
		F	86	83	107	82	110	96	85	54	70	85	64	8	14.3%	-22	-25.6%
		TOT	2499	2669	2968	3183	3479	3433	3230	3224	3102	2983	2972	9	0.3%	473	18.9%
TOTAL	G	3141	3248	3538	3797	4045	4062	3934	3838	3660	3502	3483	-19	-0.5%	342	10.9%	
	F	129	132	151	116	145	96	91	74	96	85	98	12	14.0%	-31	-24.0%	
	TOT	3270	3380	3689	3913	4190	4158	4025	3912	3756	3588	3581	-7	-0.2%	311	9.5%	
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	709	739	715	727	727	693	738	779	698	634	604	-30	-4.7%	-105	-14.8%
		F	298	272	307	328	313	310	326	368	309	262	275	13	5.0%	-23	-7.7%
		TOT	1007	1011	1022	1055	1040	1003	1064	1147	1007	896	879	-17	-1.9%	-128	-12.7%
	PROF	G	1431	1487	1538	1542	1599	1626	1625	1443	1376	1308	1267	-41	-3.1%	-164	-11.5%
		F	1134	1055	1089	1079	1068	1063	1065	942	845	747	694	-53	-7.1%	-440	-38.8%
		TOT	2565	2542	2627	2621	2666	2689	2690	2385	2221	2055	1961	-94	-4.6%	-604	-23.5%
TOTAL	G	2140	2226	2253	2269	2328	2319	2363	2222	2074	1942	1871	-71	-3.7%	-269	-12.8%	
	F	1432	1327	1396	1407	1378	1373	1391	1310	1154	1009	969	-40	-4.0%	-483	-32.3%	
	TOT	3572	3553	3649	3678	3706	3692	3754	3532	3228	2951	2840	-111	-3.7%	-732	-20.5%	
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	9	5	20	0	4	8	8	4	4	5	3	-2	-40.0%	-6	-66.7%
		F	143	150	160	161	131	98	127	132	107	97	97	0	0.0%	-46	-32.2%
		TOT	152	155	180	161	135	106	135	136	111	102	100	-2	-2.0%	-52	-34.2%
	PROF	G	40	69	70	31	41	65	11	60	13	12	8	-4	-33.3%	-32	-80.0%
		F	1766	1620	1636	1269	1108	1078	812	705	544	484	402	-82	-16.9%	-1364	-77.2%
		TOT	1806	1689	1706	1300	1149	1144	823	765	557	496	410	-86	-17.3%	-1396	-77.3%
TOTAL	G	49	74	90	31	45	74	18	64	17	17	11	-6	-35.3%	-38	-77.6%	
	F	1909	1770	1766	1430	1239	1176	939	837	651	581	499	-82	-14.1%	-1410	-73.9%	
	TOT	1958	1844	1856	1461	1284	1250	958	901	668	598	510	-88	-14.7%	-1448	-74.0%	
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	859	811	748	743	769	847	833	867	778	703	701	-88	-12.5%	122	18.2%
		F	857	922	949	943	935	1057	1069	1046	1047	1050	1107	57	5.4%	250	29.2%
		TOT	1526	1733	1697	1686	1705	1904	1896	1913	1925	1763	1898	145	8.3%	372	24.4%
	PROF	G	480	666	566	513	467	503	512	559	430	422	395	-27	-6.4%	-85	-17.7%
		F	445	483	445	491	455	518	504	516	508	417	421	4	1.0%	-24	-5.4%
		TOT	925	1139	1011	1004	922	1021	1016	1075	938	839	816	-23	-2.7%	-109	-11.8%
TOTAL	G	1149	1487	1314	1256	1236	1350	1345	1426	1208	1125	1186	61	5.4%	37	3.2%	
	F	1302	1405	1394	1434	1391	1575	1567	1562	1555	1467	1528	61	4.2%	226	17.4%	
	TOT	2451	2892	2708	2690	2627	2925	2912	2988	2763	2592	2714	122	4.7%	263	10.7%	
ECONOMIE	TQUAL	G	2124	2193	2139	2117	2204	2250	2438	2512	2517	2538	2596	-42	-1.6%	472	22.2%
		F	3688	3489	3387	3332	3338	3287	3308	3347	3278	3374	3293	-81	-2.4%	-395	-10.7%
		TOT	5812	5682	5526	5449	5542	5537	5746	5859	5795	5912	5889	-23	-0.4%	77	1.3%
	PROF	G	684	673	747	867	821	824	836	859	954	984	1005	21	2.1%	321	46.8%
		F	2114	2133	1929	2025	1840	1710	1830	1792	1874	1744	1770	26	1.5%	-344	-16.3%
		TOT	2798	2806	2676	2892	2661	2534	2666	2651	2828	2728	2775	47	1.7%	-33	-0.8%
TOTAL	G	2808	2868	2885	2984	3025	3074	3274	3371	3471	3522	3601	-71	-2.0%	793	28.2%	
	F	5802	5622	5316	5357	5178	4997	5139	5152	5152	5116	5063	-55	-1.1%	-739	-12.7%	
	TOT	8610	8490	8202	8341	8201	8071	8412	8510	8623	8740	8664	-76	-0.9%	54	0.6%	
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	605	778	980	1127	1172	1260	1383	1391	1280	1338	1381	43	3.2%	776	128.3%
		F	2875	3243	3590	3872	4395	4684	5079	5101	5113	5297	5598	301	5.7%	2723	94.7%
		TOT	3480	4021	4570	4999	5967	5944	6462	6393	6393	6635	6979	344	5.2%	3499	100.5%
	PROF	G	325	309	351	400	407	429	483	449	390	379	368	-11	-2.9%	42	12.9%
		F	4258	4634	4955	5281	5326	5517	5717	5827	5494	5143	5415	272	5.3%	1157	27.2%
		TOT	4584	4943	5306	5681	5733	5946	6200	6276	5884	5522	5783	261	4.7%	1199	26.2%
TOTAL	G	931	1087	1331	1527	1579	1689	1866	1840	1870	1717	1748	32	1.9%	818	87.9%	
	F	7133	7877	8545	9153	9721	10201	10796	10928	10607	10440	11013	573	5.5%	3880	54.4%	
	TOT	8064	8964	9876	10680	11300	11890	12682	12768	12477	12157	12762	605	5.0%	4698	58.3%	
SCIENCES APPLIQUÉES	TQUAL	G	354	415	424	435	429	427	391	359	388	402	422	20	5.0%	68	19.2%
		F	514	531	474	484	495	485	505	517	487	492	550	56	11.8%	36	7.0%
		TOT	868	946	898	919	924	932	897	876	875	894	972	78	8.7%	104	12.0%
	PROF	G	12	4	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	-12	-100.0%
		F															

Évolution des effectifs scolaires par secteur au TROISIÈME DEGRÉ de l'enseignement secondaire de qualification
Total COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Troisième degré			1/10 1992	1/10 1993	1/10 1994	1/10 1995	1/10 1996	1/10 1997	1/10 1998	1/10 1999	1/10 2000	1/10 2001	1/10 2002	Différence en 1 an	Différence en 11 ans			
AGRONOMIE	TQUAL	G	521	518	471	552	583	649	664	609	606	572	537	-35	-6.1%	16	3.1%	
		F	80	61	79	74	79	90	107	98	118	127	128	1	0.8%	48	60.0%	
		TOT	601	579	550	626	662	739	771	707	724	699	665	665	-34	-4.9%	64	10.6%
	PROF	G	316	314	331	308	385	444	463	510	502	534	548	12	2.2%	230	72.8%	
		F	53	67	118	116	132	184	149	137	151	158	175	17	10.8%	122	230.2%	
		TOT	369	381	449	424	517	628	612	647	653	692	721	29	4.2%	352	95.4%	
	TOTAL	G	837	832	802	860	968	1 093	1 127	1 119	1 108	1 106	1 083	1 083	-23	-2.1%	246	29.4%
		F	133	128	197	190	211	274	256	235	289	285	303	18	6.3%	170	127.8%	
		TOT	970	960	999	1 050	1 179	1 367	1 383	1 354	1 377	1 381	1 386	5	0.4%	416	42.8%	
	INDUSTRIE	TQUAL	G	4 546	4 485	4 351	4 555	4 685	4 736	4 778	4 833	4 860	4 875	4 716	-159	-3.3%	170	3.7%
F			89	47	81	99	92	95	113	82	81	86	100	14	16.3%	11	12.4%	
TOT			4 635	4 532	4 432	4 654	4 777	4 831	4 891	4 915	4 941	4 961	4 816	-145	-2.9%	181	3.9%	
PROF		G	5 738	5 711	5 919	5 816	5 935	5 901	5 521	5 437	4 940	4 798	4 851	4 851	83	1.7%	-557	-14.9%
		F	99	100	132	136	132	85	90	84	72	77	63	63	-14	-18.2%	-36	-36.4%
		TOT	5 837	5 811	6 051	5 952	6 067	5 986	5 611	5 521	5 012	4 876	4 914	4 914	69	1.4%	-693	-15.3%
TOTAL		G	10 284	10 196	10 270	10 371	10 620	10 637	10 299	10 270	9 800	9 673	9 597	9 597	-76	-0.8%	-567	-6.1%
		F	188	147	213	235	224	180	203	186	153	163	163	0	0.0%	-25	-13.3%	
		TOT	10 472	10 343	10 483	10 606	10 844	10 817	10 502	10 456	9 953	9 836	9 760	9 760	-76	-0.8%	-712	-8.6%
CONSTRUCTION		TQUAL	G	781	715	754	759	727	725	719	704	653	618	599	599	-20	-3.2%	-183
	F		46	55	52	38	40	43	31	25	27	31	35	4	15.3%	-35	-34.0%	
	TOT		827	770	806	798	767	768	750	729	680	649	633	633	-16	-2.5%	-194	-23.6%
	PROF	G	2 096	2 855	3 116	3 436	3 714	3 760	3 873	3 507	3 338	3 191	3 172	3 172	-19	-0.6%	478	17.7%
		F	103	99	121	103	130	80	78	62	75	59	68	68	9	15.3%	-35	-34.0%
		TOT	2 799	2 954	3 237	3 539	3 844	3 840	3 762	3 569	3 413	3 250	3 240	3 240	-10	-0.3%	447	15.8%
	TOTAL	G	3 477	3 570	3 870	4 195	4 441	4 485	4 392	4 211	3 991	3 809	3 770	3 770	-39	-1.0%	293	8.4%
		F	149	154	173	142	170	123	110	87	102	90	103	103	13	14.4%	-46	-30.9%
		TOT	3 626	3 724	4 043	4 337	4 611	4 608	4 602	4 298	4 093	3 899	3 873	3 873	-26	-0.7%	247	6.8%
	HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	804	815	788	769	777	749	788	840	755	676	642	642	-34	-5.0%	-162
F			319	291	322	347	328	319	344	390	335	285	291	6	2.1%	-28	-8.8%	
TOT			1 123	1 106	1 090	1 116	1 105	1 068	1 132	1 230	1 090	961	933	933	-28	-2.9%	-190	-16.9%
PROF		G	1 727	1 772	1 786	1 814	1 889	1 908	1 899	1 700	1 591	1 502	1 435	1 435	-67	-4.5%	-292	-16.9%
		F	1 217	1 149	1 172	1 176	1 161	1 153	1 159	1 014	912	815	749	749	-66	-6.1%	-468	-38.5%
		TOT	2 944	2 921	2 958	2 990	3 050	3 061	3 052	2 714	2 503	2 317	2 184	2 184	-133	-5.7%	-760	-25.8%
TOTAL		G	2 531	2 587	2 554	2 583	2 686	2 657	2 687	2 540	2 345	2 178	2 077	2 077	-101	-4.6%	-454	-17.9%
		F	1 536	1 440	1 494	1 523	1 489	1 472	1 497	1 404	1 247	1 100	1 040	1 040	-80	-5.5%	-496	-32.3%
		TOT	4 067	4 027	4 048	4 106	4 165	4 129	4 184	3 944	3 593	3 278	3 117	3 117	-161	-4.9%	-950	-23.4%
HABILLEMENT-TEXTILE		TQUAL	G	9	6	23	4	6	10	10	4	4	6	6	2	33.3%	-1	-11.1%
	F		152	179	201	204	180	151	165	170	151	131	142	11	8.4%	-10	-6.6%	
	TOT		161	185	224	208	186	161	175	174	155	137	150	13	8.5%	-11	-6.8%	
	PROF	G	42	73	96	43	45	87	12	63	16	15	10	10	-5	-33.3%	-32	-76.2%
		F	2 025	1 901	2 002	1 638	1 435	1 452	1 098	973	773	679	555	555	-124	-18.3%	-1 470	-72.6%
		TOT	2 067	1 974	2 098	1 681	1 480	1 539	1 110	1 036	789	694	565	565	-129	-18.6%	-1 502	-72.7%
	TOTAL	G	51	79	119	47	51	87	22	67	20	21	18	18	-3	-14.3%	-33	-64.7%
		F	2 177	2 080	2 203	1 842	1 615	1 603	1 263	1 143	924	810	697	697	-113	-14.0%	-1 480	-68.0%
		TOT	2 228	2 159	2 322	1 889	1 666	1 700	1 285	1 210	944	831	715	715	-116	-14.0%	-1 513	-67.9%
	ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	833	878	901	987	981	1 079	1 071	1 097	992	899	1 016	1 117	130.0%	183	22.0%
F			1 041	1 126	1 163	1 188	1 179	1 323	1 335	1 294	1 289	1 273	1 347	74	5.8%	306	29.4%	
TOT			1 874	2 102	2 064	2 155	2 160	2 402	2 406	2 391	2 281	2 172	2 363	191	8.8%	489	26.1%	
PROF		G	601	796	725	621	581	625	638	688	512	503	487	487	-16	-3.2%	-114	-19.0%
		F	534	594	568	558	558	606	600	600	578	498	504	18	3.7%	-30	-5.6%	
		TOT	1 135	1 390	1 291	1 209	1 139	1 231	1 238	1 288	1 090	999	991	991	2	0.2%	-144	-12.7%
TOTAL		G	1 434	1 772	1 626	1 588	1 582	1 704	1 709	1 785	1 504	1 402	1 503	1 503	107	7.2%	69	4.6%
		F	1 575	1 720	1 729	1 776	1 737	1 929	1 935	1 994	1 867	1 759	1 851	1 851	92	5.2%	276	17.5%
		TOT	3 009	3 492	3 355	3 364	3 299	3 633	3 644	3 679	3 371	3 161	3 354	3 354	193	6.1%	345	11.5%
ECONOMIE		TQUAL	G	2 584	2 622	2 619	2 638	2 824	2 907	3 176	3 333	3 325	3 506	3 552	3 552	46	1.3%	968
	F		4 412	4 187	4 162	4 111	4 208	4 208	4 195	4 316	4 191	4 350	4 301	4 301	-49	-1.1%	-111	-2.5%
	TOT		6 996	6 809	6 781	6 749	7 032	7 115	7 371	7 649	7 516	7 856	7 853	7 853	-3	0.0%	857	12.2%
	PROF	G	848	857	968	1 171	1 201	1 171	1 209	1 230	1 321	1 381	1 453	1 453	72	5.2%	605	71.3%
		F	2 648	2 700	2 421	2 697	2 503	2 363	2 534	2 472	2 516	2 403	2 508	2 508	105	4.4%	-140	-5.3%
		TOT	3 496	3 557	3 387	3 868	3 704	3 534	3 743	3 702	3 837	3 784	3 961	3 961	177	4.7%	465	13.3%
	TOTAL	G	3 432	3 479	3 585	3 809	4 025	4 078	4 385	4 563	4 648	4 887	5 005	5 005	118	2.4%	1 573	45.8%
		F	7 060	6 887	6 583	6 808	6 711	6 571	6 299	6 788	6 707	6 753	6 809	6 809	56	0.8%	-251	-3.6%
		TOT	10 492	10 366	10 168	10 617	10 736	10 649	11 114	11 351	11 353	11 640	11 814	11 814	174	1.5%	1 322	12.6%
	SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	745	821	1 169	1 348	1 425	1 534	1 670	1 886	1 589	1 504	1 631	1 631	27	1.7%	886
F			3 289	3 628	4 036	4 456	5 054	5 400	5 857	5 852	5 907	6 102	6 428	6 428	326	5.3%	3 139	95.4%
TOT			4 034	4 449	5 205	5 804	6 479	6 934	7 527	7 533	7 496	7 706	8 059	8 059	353	4.6%	4 025	99.8%
PROF		G	356	353	430	477	497	557	625	579	483	463	447	447	-16	-3.5%	91	25.6%
		F	4 853	5 249	5 916	6 347	6 504	6 683	6 863	6 923	6 503	5 139	6 403	6 403	264	4.3%	1 550	31.9%
		TOT	5 209	5 602	6 346	6 824	7 001	7 240	7 488	7 502	6 986	6 602	6 850	6 850	248	3.8%	1 641	31.5%

**Évolution des effectifs scolaires par secteur aux DEUXIÈME et TROISIÈME DEGRÉS de l'enseignement secondaire
de qualification - Région de BRUXELLES-CAPITALE**

Deuxième + Troisième degrés		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Différence en 1 an	Différence en 11 ans		
AGRONOMIE	TQUAL	G	41	40	45	57	69	64	54	42	37	33	44	11	33.3%	
		F	19	17	24	24	16	14	23	28	24	21	22	1	4.8%	
		TOT	60	57	69	81	85	78	77	70	61	54	56	12	22.2%	
	PROF	G	57	39	45	57	69	65	47	48	44	42	59	17	40.5%	
		F	12	17	40	38	38	25	18	18	22	21	20	-7	-4.6%	
		TOT	69	56	85	95	107	90	65	66	66	63	79	18	25.4%	
TOTAL	G	98	79	90	114	138	129	101	90	81	75	103	28	37.3%		
	F	31	34	64	62	54	39	41	46	46	42	42	0	0.0%		
	TOT	129	113	154	176	192	168	142	136	127	117	145	28	23.9%		
INDUSTRIE	TQUAL	G	1 328	1 281	1 162	1 266	1 363	1 360	1 292	1 333	1 297	1 302	1 294	-38	-2.9%	
		F	8	14	20	24	19	16	12	12	19	19	24	5	26.3%	
		TOT	1 336	1 295	1 182	1 290	1 382	1 376	1 304	1 345	1 316	1 321	1 288	-33	-2.5%	
	PROF	G	2 110	2 133	2 046	2 057	1 951	1 867	1 701	1 644	1 524	1 555	1 570	15	1.0%	
		F	14	18	13	13	28	1	0	0	0	5	4	-1	-20.0%	
		TOT	2 124	2 151	2 059	2 070	1 979	1 868	1 701	1 644	1 524	1 560	1 574	14	0.9%	
TOTAL	G	3 438	3 414	3 208	3 323	3 314	3 227	2 993	2 977	2 821	2 857	2 834	-23	-0.8%		
	F	22	32	33	37	47	17	12	12	19	24	28	4	16.7%		
	TOT	3 460	3 446	3 241	3 360	3 361	3 244	3 005	2 989	2 840	2 881	2 862	-19	-0.7%		
CONSTRUCTION	TQUAL	G	147	143	152	127	114	95	72	59	37	36	33	-3	-8.3%	
		F	4	9	9	5	7	5	6	5	1	1	1	0	-3	-75.0%
		TOT	151	152	161	132	121	100	78	64	38	37	34	-3	-8.1%	
	PROF	G	877	845	820	830	800	851	885	744	680	650	704	54	8.3%	
		F	18	18	18	25	22	25	16	9	5	4	8	4	100.0%	
		TOT	895	863	838	855	822	876	901	763	685	654	712	58	8.9%	
TOTAL	G	1 024	988	972	957	914	946	957	803	717	686	737	51	7.4%		
	F	22	27	27	30	28	30	22	14	6	5	9	4	80.0%		
	TOT	1 046	1 015	999	987	943	976	979	817	723	691	746	55	8.0%		
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	211	157	118	131	150	142	155	147	133	93	87	-8	-6.5%	
		F	50	52	36	39	48	42	55	49	39	35	28	-9	-25.7%	
		TOT	261	209	154	170	198	184	210	196	172	128	113	-15	-11.7%	
	PROF	G	685	717	655	692	689	683	612	588	522	473	433	-40	-8.5%	
		F	231	234	213	210	212	189	174	148	142	144	143	-1	-0.7%	
		TOT	916	951	868	902	901	872	786	716	664	617	576	-41	-6.6%	
TOTAL	G	896	874	773	823	839	825	767	715	655	568	520	-46	-8.1%		
	F	281	286	249	249	260	231	229	197	181	179	169	-10	-5.6%		
	TOT	1 177	1 160	1 022	1 072	1 099	1 056	996	912	836	745	689	-58	-7.5%		
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	1	2	4	7	2	3	3	1	0	5	7	2	40.0%	
		F	59	83	106	101	82	87	80	83	80	69	78	7	10.1%	
		TOT	60	85	110	108	84	90	83	84	80	74	83	9	12.2%	
	PROF	G	1 120	1 132	1 193	907	790	823	652	593	506	486	425	-60	-12.3%	
		F	1 134	1 148	1 263	923	799	871	659	600	512	490	438	-52	-10.6%	
		TOT	1 150	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	1 140	
TOTAL	G	1 179	1 215	1 299	1 006	872	910	732	676	586	555	502	-53	-9.5%		
	F	1 134	1 148	1 263	923	799	871	659	600	512	490	438	-52	-10.6%		
	TOT	1 194	1 231	1 373	1 031	883	961	742	684	592	564	521	-43	-7.6%		
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	422	374	374	453	460	467	455	451	439	416	432	16	3.8%	
		F	510	492	452	458	469	504	482	449	450	443	457	14	3.2%	
		TOT	932	866	826	911	929	971	937	900	889	859	889	30	3.5%	
	PROF	G	288	290	281	237	260	258	254	248	192	212	225	13	6.1%	
		F	218	226	250	234	210	196	192	171	196	192	204	12	6.3%	
		TOT	506	516	531	471	470	454	446	419	388	404	429	25	6.2%	
TOTAL	G	710	664	635	690	720	725	709	699	631	628	657	29	4.6%		
	F	728	718	702	692	679	700	674	620	646	635	661	26	4.1%		
	TOT	1 438	1 382	1 337	1 382	1 399	1 425	1 383	1 319	1 277	1 263	1 318	55	4.4%		
ECONOMIE	TQUAL	G	1 034	1 018	1 055	1 103	1 248	1 334	1 461	1 522	1 638	1 764	1 878	114	6.5%	
		F	1 695	1 652	1 659	1 701	1 723	1 754	1 723	1 794	1 765	1 847	1 865	18	1.0%	
		TOT	2 729	2 670	2 714	2 804	2 971	3 088	3 184	3 316	3 403	3 611	3 743	132	3.7%	
	PROF	G	543	641	689	631	699	910	960	933	944	1 018	1 121	103	10.1%	
		F	1 449	1 550	1 315	1 478	1 443	1 304	1 412	1 378	1 410	1 452	1 559	107	7.4%	
		TOT	1 992	2 191	2 004	2 309	2 342	2 214	2 372	2 311	2 364	2 470	2 680	210	9.5%	
TOTAL	G	1 577	1 658	1 744	1 934	2 147	2 244	2 421	2 455	2 582	2 782	2 999	217	7.8%		
	F	3 144	3 202	2 974	3 179	3 166	3 058	3 135	3 172	3 175	3 289	3 424	125	3.8%		
	TOT	4 721	4 860	4 718	5 113	5 313	5 302	5 556	5 627	5 757	6 081	6 423	342	5.8%		
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	213	236	330	354	421	445	484	493	484	455	437	-18	-4.0%	
		F	758	774	880	1 047	1 189	1 327	1 405	1 364	1 379	1 467	1 555	88	6.0%	
		TOT	971	1 010	1 210	1 401	1 610	1 772	1 889	1 857	1 863	1 922	1 992	70	3.8%	
	PROF	G	110	139	163	199	254	279	278	218	213	199	193	-6	-3.0%	
		F	1 411	1 538	1 916	2 002	2 078	2 031	2 027	1 970	1 890	1 903	1 926	23	1.2%	
		TOT	1 521	1 677	2 079	2 201	2 332	2 310	2 305	2 188	2 103	2 102	2 119	17	0.8%	
TOTAL	G	323	375	493	553	675	724	762	711	697	654	630	-24	-3.7%		
	F	2 169	2 312	2 796	3 049	3 267	3 358	3 432	3 334	3 289	3 370	3 481	111	3.3%		
	TOT	2 492	2 687	3 289	3 602	3 942	4 082	4 194	4 045	3 966	4 024	4 111	87	2.2%		
SCIENCES APPLIQUÉES	TQUAL	G	389	421	342	357	329	315	332	322	312	285	319	34	11.9%	
		F	322	329	316	320	305	322	373	361	370	357	333	-24	-6.7%	
		TOT	711	750	658	677	634	637	705	683	682	642	652	10	1.6%	
	PROF	G	18	29	16	17	13	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
		F	28	27	21	12	10	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
		TOT	47	56	37	29	23	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	
TOTAL	G	407	450	358	374	342	315	332	322	312	285	319	34	11.9%		
	F	351	356	337	332	315	322	373	361	370	357	333	-24	-6.7%		
	TOT	758	806	695	706	657	637	705	683	682	642	652	10	1.6%		
BEAUX-ARTS	TQUAL	G	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	61	66	62	-4	-6.1%	
	F	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	63	82	85	3	3.7%	
	TOT	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	124	148	147	-1	-0.7%	
TOTAL	TQUAL	G	3 788	3 672	3 582	3 855	4 156	4 225	4 308	4 370	4 438	4 455	4 563	108	2.4%	
		F	3 425	3 422	3 602	3 719	3 858	4 071	4 159	4 145	4 190	4 341	4 444	103	2.4%	
		TOT	7 211	7 094	7 084	7 574	8 014	8 296	8 467	8 515	8 628	8 796	8 907	211	2.4%	

**Évolution des effectifs scolaires par secteur aux DEUXIÈME et TROISIÈME DEGRÉS de l'enseignement secondaire
de qualification - Région WALLONNE**

Deuxième + Troisième degrés		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Différence en 1 an		Différence en 11 ans			
AGRONOMIE	TQUAL	G	820	849	821	934	1 022	1 121	1 161	1 142	1 126	1 070	1 048	-24	-2.2%	226	27.6%	
		F	135	118	130	124	151	167	187	179	195	214	201	-13	-6.1%	66	48.9%	
		TOT	955	967	951	1 058	1 173	1 288	1 348	1 321	1 321	1 284	1 247	-37	-2.9%	292	30.8%	
	PROF	G	512	634	647	634	746	911	944	1 027	1 042	1 089	1 100	1 100	11	1.0%	588	114.8%
		F	117	180	299	213	229	260	266	285	285	305	300	-5	-1.6%	183	156.4%	
		TOT	629	814	946	847	975	1 171	1 210	1 292	1 327	1 394	1 400	6	0.4%	771	122.6%	
TOTAL	G	1 332	1 483	1 468	1 568	1 768	2 032	2 105	2 169	2 168	2 159	2 148	-13	-0.6%	814	67.1%		
	F	252	298	429	337	380	427	453	444	480	519	501	-18	-3.5%	249	98.8%		
	TOT	1 584	1 781	1 897	1 906	2 148	2 459	2 558	2 613	2 648	2 678	2 647	-31	-1.2%	1 063	67.1%		
INDUSTRIE	TQUAL	G	8 614	8 273	8 190	8 437	8 900	8 944	8 835	8 738	8 624	8 934	8 838	-96	-1.1%	224	2.6%	
		F	166	100	136	147	159	152	167	137	141	150	150	0	0.0%	-16	-9.6%	
		TOT	8 780	8 373	8 326	8 584	9 059	9 096	9 002	8 875	8 765	9 084	8 988	-96	-1.1%	208	2.4%	
	PROF	G	10 810	10 758	10 814	10 438	10 381	9 956	9 482	9 305	9 028	9 225	9 487	9 487	262	2.8%	-1 323	-12.2%
		F	200	216	225	244	222	162	155	146	125	127	110	-17	-13.4%	-90	-45.0%	
		TOT	11 010	10 974	11 039	10 682	10 603	10 118	9 635	9 451	9 153	9 352	9 597	9 597	245	2.6%	-1 413	-12.5%
TOTAL	G	19 424	19 031	19 004	18 875	18 281	18 900	18 317	18 043	17 852	18 159	18 325	18 325	166	0.9%	-1 099	-5.7%	
	F	366	316	361	391	381	314	320	293	266	277	260	-17	-6.1%	-106	-29.0%		
	TOT	19 790	19 347	19 365	19 266	18 662	19 214	18 637	18 326	17 918	18 436	18 585	18 585	149	0.8%	-1 205	-6.1%	
CONSTRUCTION	TQUAL	G	1 545	1 533	1 470	1 504	1 507	1 557	1 509	1 445	1 358	1 307	1 273	-34	-2.4%	-272	-17.6%	
		F	54	60	57	39	53	51	39	34	49	51	53	2	3.8%	-1	-1.9%	
		TOT	1 599	1 593	1 527	1 543	1 560	1 608	1 548	1 479	1 407	1 358	1 326	-32	-2.4%	-273	-17.1%	
	PROF	G	6 409	6 695	7 157	7 328	7 395	7 187	6 797	6 683	6 544	6 427	6 582	6 582	155	2.4%	173	2.7%
		F	170	158	193	180	205	103	107	86	105	98	108	108	10	10.2%	-62	-36.5%
		TOT	6 579	6 853	7 350	7 508	7 600	7 290	6 904	6 769	6 649	6 525	6 690	6 690	165	2.5%	111	1.7%
TOTAL	G	7 954	8 228	8 627	8 832	8 902	8 744	8 306	8 128	7 902	7 734	7 855	7 855	121	1.6%	-99	-1.2%	
	F	224	218	250	219	258	154	146	120	154	149	161	161	12	8.1%	-63	-28.1%	
	TOT	8 178	8 446	8 877	9 051	9 160	8 898	8 452	8 248	8 056	7 883	8 016	8 016	133	1.7%	-162	-2.0%	
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	1 509	1 579	1 630	1 629	1 742	1 876	1 821	1 615	1 508	1 345	1 258	-87	-6.5%	-251	-16.6%	
		F	687	643	673	675	725	740	691	704	847	889	876	-13	-2.2%	-91	-13.6%	
		TOT	2 196	2 222	2 303	2 304	2 467	2 616	2 512	2 319	2 155	1 934	1 834	-100	-4.7%	-342	-15.7%	
	PROF	G	3 188	3 322	3 394	3 404	3 354	3 277	3 290	2 985	2 938	2 793	2 783	-10	-0.4%	-405	-12.7%	
		F	2 406	2 316	2 384	2 352	2 252	2 191	2 110	1 904	1 811	1 736	1 689	-47	-2.7%	-717	-29.8%	
		TOT	5 594	5 638	5 778	5 756	5 606	5 468	5 400	4 889	4 749	4 529	4 472	-57	-1.3%	-1 122	-20.1%	
TOTAL	G	4 687	4 901	5 024	5 033	5 096	4 953	4 911	4 600	4 446	4 138	4 041	-97	-2.3%	-656	-14.0%		
	F	3 073	2 956	3 037	3 027	2 977	2 931	2 801	2 608	2 458	2 325	2 265	-60	-2.6%	-808	-26.3%		
	TOT	7 770	7 880	8 061	8 073	7 884	7 784	7 712	7 208	6 904	6 463	6 306	-157	-2.4%	-1 464	-18.8%		
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	12	7	22	1	27	48	12	7	5	6	5	-1	-16.7%	-7	-58.3%	
		F	443	275	306	321	298	257	277	235	177	188	199	10	5.3%	-245	-55.3%	
		TOT	455	282	328	322	325	305	289	242	182	194	203	9	4.6%	-252	-55.4%	
	PROF	G	90	155	149	77	63	135	30	121	39	29	15	-14	-48.3%	-75	-83.3%	
		F	4 029	3 708	3 485	2 810	2 300	2 074	1 646	1 429	1 134	1 015	843	-172	-16.9%	-3 186	-79.1%	
		TOT	4 119	3 863	3 634	2 887	2 363	2 209	1 676	1 550	1 173	1 044	858	-166	-17.8%	-3 261	-79.2%	
TOTAL	G	102	162	171	78	90	183	42	128	44	35	20	-15	-42.9%	-82	-80.4%		
	F	4 472	3 985	3 791	3 131	2 598	2 331	1 925	1 664	1 311	1 203	1 041	-172	-13.5%	-3 437	-78.7%		
	TOT	4 574	4 146	3 962	3 209	2 688	2 514	1 965	1 792	1 355	1 238	1 061	-177	-14.3%	-3 513	-78.8%		
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	1 103	1 295	1 248	1 218	1 285	1 465	1 398	1 365	1 279	1 242	1 431	189	15.2%	328	29.7%	
		F	1 546	1 681	1 661	1 689	1 689	1 917	1 834	1 894	1 892	1 857	1 993	136	7.3%	447	28.9%	
		TOT	2 649	2 976	2 909	2 907	2 974	3 382	3 232	3 259	3 171	3 099	3 424	325	10.5%	775	29.3%	
	PROF	G	829	994	836	816	800	825	900	905	748	769	758	-11	-1.4%	-71	-8.6%	
		F	834	836	748	785	789	884	886	871	829	766	813	47	6.1%	-21	-2.8%	
		TOT	1 663	1 830	1 584	1 601	1 589	1 709	1 786	1 776	1 577	1 535	1 571	36	2.3%	-92	-5.6%	
TOTAL	G	1 932	2 289	2 084	2 034	2 085	2 290	2 298	2 270	2 027	2 011	2 189	178	8.9%	257	13.3%		
	F	2 380	2 497	2 409	2 474	2 478	2 801	2 720	2 785	2 721	2 623	2 808	183	7.0%	426	17.9%		
	TOT	4 312	4 786	4 493	4 508	4 563	5 091	5 018	5 035	4 748	4 634	4 995	361	7.8%	683	15.8%		
ECONOMIE	TQUAL	G	3 877	3 931	3 887	4 089	4 324	4 509	4 669	4 816	4 874	5 072	5 079	7	0.1%	1 202	31.0%	
		F	6 970	6 580	6 388	6 442	6 532	6 341	6 268	6 298	6 263	6 346	6 104	-242	-3.8%	-866	-12.4%	
		TOT	10 847	10 511	10 273	10 531	10 856	10 850	10 937	11 114	11 137	11 418	11 183	-235	-2.1%	336	3.1%	
	PROF	G	1 526	1 520	1 623	1 720	1 709	1 824	1 722	1 697	1 861	2 009	2 126	117	5.8%	600	39.3%	
		F	4 437	4 243	3 847	3 710	3 427	3 212	3 257	3 163	3 321	3 355	3 446	90	2.7%	-991	-22.3%	
		TOT	5 963	5 763	5 470	5 430	5 136	4 836	4 989	4 860	5 182	5 365	5 572	207	3.9%	-391	-6.6%	
TOTAL	G	5 403	5 451	5 510	5 809	6 033	6 133	6 391	6 513	6 735	7 081	7 205	124	1.8%	1 302	33.4%		
	F	11 407	10 823	10 233	10 152	9 959	9 553	9 535	9 461	9 584	9 702	9 550	-152	-1.6%	-1 857	-16.3%		
	TOT	16 810	16 274	15 743	15 961	15 992	15 686	15 926	15 974	16 319	16 783	16 755	-28	-0.2%	-55	-0.3%		
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	959	1 169	1 420	1 740	1 805	1 997	2 163	2 153	2 172	2 279	2 489	210	9.2%	1 530	159.3%	
		F	4 584	5 142	5 984	6 753	7 655	8 127	8 485	8 605	8 909	9 300	9 751	451	4.9%	5 157	112.3%	
		TOT	5 543	6 311	7 404	8 493	9 460	10 124	10 648	10 758	11 081	11 579	12 240	661	5.7%	6 687	120.4%	
	PROF	G	799	862	931	976	976	1 023	1 038	996	907	909	906	-3	-0.3%	107	13.4%	
		F	8 770	9 398	9 768	10 177	10 320	10 520	10 501	10 584	10 585	10 622	11 154	572	5.0%	2 384	27.2%	
		TOT	9 569	10 260	10 699	11 153	11 296	11 543	11 537	11 590	11 492	11 631	12 060	529	4.6%	2 491	28.0%	
TOTAL	G	1 758	2 031	2 351	2 716	2 781	3 020	3 199	3 149	3 079	3 188							

Évolution des effectifs scolaires par secteur aux DEUXIÈME et TROISIÈME DEGRÉS de l'enseignement secondaire de qualification - Total COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Deuxième + Troisième degrés		1/10 1992	1/10 1993	1/10 1994	1/10 1995	1/10 1996	1/10 1997	1/10 1998	1/10 1999	1/10 2000	1/10 2001	1/10 2002	Différence en 1 an	Différence en 11 ans	
AGRONOMIE	TQUAL	G	861	889	866	991	1 091	1 185	1 215	1 184	1 163	1 103	1 090	-13	-1,2%
		F	154	135	154	148	167	181	210	207	219	235	223	-12	-5,7%
	TOT	1 015	1 024	1 020	1 139	1 258	1 366	1 426	1 391	1 382	1 338	1 313	1 313	-25	-1,9%
	PROF	G	569	573	692	691	815	876	991	1 075	1 086	1 131	1 159	28	2,5%
		F	129	197	339	251	267	285	284	293	307	326	320	-6	-1,8%
	TOT	698	870	1 031	942	1 082	1 261	1 275	1 358	1 393	1 457	1 479	22	1,5%	
TOTAL	G	1 430	1 562	1 658	1 662	1 906	2 161	2 206	2 259	2 249	2 234	2 249	15	0,7%	
	F	263	332	493	399	434	455	494	490	526	561	543	-18	-3,2%	
INDUSTRIE	TQUAL	G	9 942	9 554	9 352	9 703	10 263	10 304	10 127	10 071	9 921	10 236	10 102	-134	-1,3%
		F	174	114	156	171	178	169	179	149	160	169	174	5	3,0%
	TOT	10 116	9 668	9 508	9 874	10 441	10 472	10 306	10 220	10 081	10 405	10 276	-129	-1,2%	
	PROF	G	12 920	12 891	12 860	12 495	12 332	11 823	11 833	10 949	10 552	10 780	11 057	277	2,6%
		F	214	234	238	257	250	183	153	146	125	132	114	-18	-13,6%
	TOT	13 134	13 125	13 098	12 752	12 582	11 986	11 336	11 096	10 677	10 912	11 171	259	2,4%	
TOTAL	G	22 862	22 445	22 212	22 198	22 595	22 127	21 310	21 020	20 473	21 016	21 016	143	0,7%	
	F	388	348	394	428	426	331	332	295	285	301	288	-13	-4,3%	
CONSTRUCTION	TQUAL	G	1 892	1 676	1 622	1 631	1 621	1 652	1 581	1 504	1 395	1 343	1 306	-37	-2,8%
		F	58	69	66	44	60	56	45	59	50	52	54	2	-4
	TOT	1 760	1 745	1 688	1 675	1 681	1 708	1 626	1 543	1 445	1 395	1 360	-35	-2,5%	
	PROF	G	7 286	7 540	7 977	8 158	8 195	8 038	7 682	7 427	7 224	7 077	7 286	209	3,0%
		F	188	176	211	205	227	128	123	95	110	102	116	14	13,7%
	TOT	7 474	7 716	8 188	8 363	8 422	8 166	7 805	7 522	7 334	7 179	7 402	223	3,1%	
TOTAL	G	8 978	9 216	9 599	9 789	9 816	9 690	9 283	8 931	8 619	8 420	8 592	172	2,0%	
	F	246	245	277	249	287	184	168	134	160	154	170	16	10,4%	
HÔTELLERIE-ALIMENTATION	TQUAL	G	9 224	9 481	9 876	10 038	10 103	9 874	9 431	9 065	8 779	8 574	8 762	188	2,2%
		F	1 720	1 736	1 748	1 760	1 892	1 818	1 776	1 762	1 641	1 438	1 345	-93	-6,5%
	TOT	2 437	2 431	2 457	2 474	2 666	2 600	2 522	2 615	2 327	2 062	1 947	-115	-5,6%	
	PROF	G	3 873	4 039	4 049	4 096	4 043	3 960	3 902	3 553	3 460	3 266	3 216	-50	-1,5%
		F	2 837	2 550	2 577	2 562	2 464	2 380	2 284	2 052	1 953	1 880	1 832	-48	-2,6%
	TOT	6 510	6 589	6 626	6 658	6 507	6 340	6 186	5 605	5 413	5 146	5 048	-98	-1,9%	
TOTAL	G	5 593	5 775	5 797	5 856	5 935	5 778	5 678	5 315	5 101	4 704	4 581	-143	-3,0%	
	F	3 354	3 245	3 286	3 276	3 237	3 162	3 030	2 805	2 639	2 504	2 434	-70	-2,8%	
HABILLEMENT-TEXTILE	TQUAL	G	13	9	26	8	29	51	8	5	11	12	1	-11	-7,7%
		F	502	358	412	422	380	344	357	318	257	274	17	6,6%	
	TOT	515	367	438	430	409	395	372	326	262	288	288	18	6,7%	
	PROF	G	104	169	219	93	72	163	37	128	45	33	27	-6	-18,2%
		F	5 148	4 840	4 678	3 717	3 090	2 897	2 298	2 022	1 840	1 501	1 269	-232	-15,5%
	TOT	5 253	5 009	4 897	3 810	3 162	3 080	2 335	2 150	1 885	1 534	1 296	-238	-15,5%	
TOTAL	G	117	178	245	101	101	234	52	136	50	44	39	-5	-11,4%	
	F	5 651	5 198	5 090	4 139	3 470	3 241	2 655	2 340	1 897	1 758	1 543	-215	-12,2%	
ARTS APPLIQUÉS	TQUAL	G	1 525	1 669	1 622	1 671	1 745	1 853	1 816	1 718	1 658	1 663	205	12,4%	
		F	2 056	2 153	2 113	2 147	2 158	2 421	2 316	2 343	2 342	2 300	2 450	150	6,5%
	TOT	3 581	3 822	3 735	3 818	3 903	4 276	4 169	4 159	4 060	3 958	4 313	355	9,0%	
	PROF	G	1 117	1 284	1 097	1 053	1 060	1 083	1 154	1 153	940	981	983	2	0,2%
		F	1 052	1 062	998	1 019	999	1 080	1 078	1 042	1 025	958	1 017	59	6,2%
	TOT	2 169	2 346	2 095	2 072	2 059	2 163	2 232	2 195	1 965	1 939	2 000	61	3,1%	
TOTAL	G	2 842	2 983	2 719	2 724	2 805	3 015	3 007	2 989	2 658	2 639	2 846	207	7,8%	
	F	3 108	3 215	3 111	3 166	3 157	3 501	3 394	3 385	3 367	3 256	3 467	209	6,4%	
ECONOMIE	TQUAL	G	4 911	4 949	4 942	5 192	5 572	5 843	6 130	6 338	6 512	6 836	6 957	121	1,8%
		F	8 665	8 232	8 045	8 143	8 255	8 095	7 991	8 092	8 028	8 193	7 969	-224	-2,7%
	TOT	13 576	13 181	12 987	13 335	13 827	13 938	14 121	14 430	14 540	15 029	15 029	-103	-0,7%	
	PROF	G	2 069	2 161	2 312	2 551	2 609	2 534	2 682	2 630	2 805	3 027	3 247	220	7,7%
		F	5 886	5 793	5 162	5 188	4 870	4 516	4 679	4 541	4 731	4 808	5 005	197	4,1%
	TOT	7 955	7 954	7 474	7 739	7 478	7 050	7 381	7 171	7 336	7 835	8 252	417	5,3%	
TOTAL	G	6 980	7 110	7 254	7 743	8 180	8 377	8 812	8 968	9 317	9 863	10 204	347	3,5%	
	F	14 551	14 025	13 207	13 331	13 125	12 611	12 612	12 633	12 759	13 001	12 824	-27	-0,2%	
SERVICES AUX PERSONNES	TQUAL	G	1 172	1 405	1 750	2 094	2 226	2 442	2 647	2 846	2 656	2 734	2 926	192	7,0%
		F	5 352	5 916	6 854	7 800	8 644	9 454	9 890	9 969	10 288	10 767	11 306	539	5,0%
	TOT	6 524	7 321	8 604	9 894	11 070	11 896	12 537	12 615	12 844	13 501	14 232	727	5,4%	
	PROF	G	909	1 001	1 094	1 175	1 230	1 302	1 314	1 214	1 120	1 108	1 099	-9	-0,8%
		F	10 181	10 936	11 684	12 179	12 398	12 581	12 528	12 564	12 475	12 525	13 080	555	4,4%
	TOT	11 090	11 937	12 778	13 354	13 628	13 883	13 842	13 778	13 595	13 633	14 179	546	4,0%	
TOTAL	G	2 081	2 406	2 844	3 289	3 456	3 744	3 981	3 860	3 776	3 842	4 025	183	4,8%	
	F	15 533	16 552	18 548	19 979	21 242	22 005	22 418	22 533	22 763	23 292	24 386	1 094	4,7%	
SCIENCES APPLIQUÉES	TQUAL	G	866	981	898	858	816	833	826	917	856	972	1 048	76	7,8%
		F	876	919	898	907	926	949	1 042	1 081	1 070	1 067	1 110	43	4,0%
	TOT	1 742	1 880	1 796	1 865	1 842	1 882	1 968	1 978	2 036	2 039	2 158	119	5,8%	
	PROF	G	30	33	18	20	19	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
		F	47	42	21	13	56	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
	TOT	77	75	39	33	71	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
TOTAL	G	896	994	916	878	829	833	926	917	966	972	1 048	76	7,8%	
	F	923	961	919	920	984	949	1 042	1 061	1 070	1 067	1 110	43	4,0%	
BEAUX-ARTS	TQUAL	G	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
		F	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
	TOT	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
	TOTAL	G	22 702	22 848	22 826	24 008	25 395	26 180	26 270	26 246	26 180	26 519	26 827	308	1,2%
		F	18 554	18 591	19 417	20 496	21 741	22 450	22 776	22 931	23 342	23 918	24 433	515	2,2%
	TOTAL	TQUAL	G	41 256	41 439	42 243	44 504	47 096	48 810	49 046	49 177	49 522	50 437	51 260	823
F			28 877	29 791	30 318	30 332	30 368	29 899	28 129	27 232	27 403	28 074	27 671	-61	-0,2%
TOT		70 133	71 230												

ANNEXE 3

**A MONSIEUR PIERRE HAZETTE,
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET DE L'ENSEIGNEMENT SPECIAL**

Question n° 68 de M. Grimberghs du 19 juin 2001.

Objet: Equipement des écoles techniques et professionnelles — Bruxelles

Monsieur le ministre,

Je souhaiterais savoir où en sont vos contacts pour ce qui concerne la collaboration avec la Région de Bruxelles-Capitale au sujet de la mise sur pied d'un fonds d'équipement pour les écoles techniques et professionnelles qui soit le corollaire du fonds d'équipement qui a été mis sur pied en collaboration avec la Région wallonne.

Je souhaiterais savoir également si vous disposez d'un inventaire des besoins pour la Région de Bruxelles-Capitale de la même façon que vous avez fait réaliser une enquête à ce sujet pour les écoles situées sur le territoire de la Région wallonne.

Enfin, je souhaiterais que vous m'indiquiez quelles sont les sommes qui ont été dépensées pour l'année budgétaire 2000 dans le cadre de la politique d'équipement des écoles techniques et professionnelles par la Communauté française dans les écoles bruxelloises et comment elles sont ventilées, école par école?

Réponse:

La Communauté française a rencontré, à plusieurs reprises, la Région de Bruxelles-Capitale afin de mettre en œuvre un fonds d'équipement pour les écoles techniques et professionnelles francophones situées sur son territoire. Un projet de convention et de budget lui a été proposé. A cet égard, un crédit variable est toujours inscrit au budget du ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial.

La Commission communautaire française semble connaître des difficultés budgétaires face à la mise sur pied d'un tel fonds. Les prévisions portaient sur un montant à financer par Bruxelles d'au moins 20 millions (pour au moins 5 par la Communauté française), la première année de mise en œuvre et d'au moins 35 millions (pour au moins 15 par la Communauté) les années suivantes.

Préalablement au lancement d'une enquête visant à inventorier les besoins en équipements des écoles bruxelloises, je souhaite obtenir un accord définitif d'une collaboration de la part du Gouvernement bruxellois.

Je reste néanmoins attentif à ce dossier.